

Fiche de TD n° 1
Système productif

Samia Saadani - Audrey Rouyre

Consignes

- Vous devez préparer les réponses aux questions listées ci-dessous au propre dans un document Word : police 12, Times new roman, écart 1,5
- Ecrivez de manière lisible, sans fautes d'orthographe, sans abréviations et sans paraphraser le texte.

Thème : Système productif

1. Détaillez la structure du tissu productif français par type d'entreprises et par secteurs d'activités.
2. Décrivez la répartition démographique du système productif français.

Thème : Mondialisation

1. En 2017, en France, quel pourcentage du PIB représente l'effort global de recherche et développement (dépense intérieure de R&D) ?
2. En 2018, parmi les sociétés de 10 personnes ou plus, 99% sont connectés à internet. Combien, en proportion disposent d'un site web? En 2017, combien de ces sociétés ont reçu de commande internet?
3. Entre 2014 et 2016, au sein des PME qui ont délocalisé tout ou une partie de leur activité, combien en proportion ont délocalisé vers l'Europe ?

Note de synthèse (*Introduction, définition des termes, exemples, enjeux principaux, conclusion*)

- a) Système productif
- b) Mondialisation

Les entreprises en France

Édition 2019



Fiches thématiques

Structure du système productif



1.1 Groupes de sociétés

Fin 2017, 468 000 sociétés présentes sur le territoire français sont organisées sous forme de groupes de sociétés ou contrôlées par des collectivités publiques. Les 134 000 **groupes** ainsi constitués emploient 10,9 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP), soit un peu moins de la moitié de l'ensemble des salariés des secteurs privé et public.

Les groupes implantés en France sont majoritairement de petite taille. Avec les critères de taille d'entreprise de la loi de modernisation de l'économie (LME) appliqués à la partie des groupes implantés en France, seuls 289 groupes peuvent être considérés comme de « **grands groupes** », 5 600 sont de **taille intermédiaire**, 65 700, **petits ou moyens** et 62 400 sont des **microgroupes** (figure 1). Enfin, 63 % des groupes ont moins de trois sociétés sur le sol français, et seuls 3 % en ont au moins dix. Par ailleurs, 85 % des groupes sont **franco-français**. Il s'agit des plus petits et ils concentrent 38 % des salariés travaillant dans un groupe. À l'inverse, les **firmes multinationales sous contrôle français** ne représentent que 5 % des groupes présents sur le sol français mais emploient 46 % de leurs salariés. Malgré la présence de nombreux petits groupes, le poids des grands groupes est prépondérant : les 289 grands groupes concentrent 40 % des salariés des groupes.

Les groupes dont l'**activité principale exercée** (APE) sur le sol français relève de l'industrie ou du commerce emploient 4,6 millions de salariés en France, soit 42 % des salariés des groupes (dont 25 % dans les seuls groupes industriels). C'est autant que les groupes de l'ensemble des services (figure 2).

C'est sur la base des groupes que sont construites les **entreprises** au sens économique. Par convention, et à l'exception des plus grands groupes, les sociétés d'un groupe qui appartiennent au **champ de la statistique structurelle d'entreprises** constituent une seule entreprise. Les sociétés hors de ce champ, notamment les **sociétés financières**

hors *holdings*, continuent à constituer chacune une entreprise. Les groupes constitués de plusieurs entreprises sont donc soit les plus grands groupes sur le sol français, soit des groupes dont une partie n'appartient pas au champ de la statistique structurelle d'entreprises. Parmi les 134 000 groupes implantés en France, 95 000 (71 %) sont entièrement dans ce champ. 58 % des groupes sont mono-entreprise et 95 % en ont au plus trois (figure 3). Parmi l'ensemble des groupes, près de 68 000 groupes comptent des sociétés financières (figure 4). Ces 83 000 sociétés financières sont principalement dans les secteurs des *holdings* (77 %), des fonds de placement (11 %), de la gestion de fonds (7 %) et des autres intermédiaires monétaires (4 %). Elles sont en partie dans des groupes purement financiers : 467 groupes de plus de deux sociétés ne contiennent que des sociétés financières. En outre, 813 groupes multinationaux ont une partie française réduite à une seule société financière. La partie financière des groupes non financiers est en général réduite. Ainsi, 60 % des groupes n'ont aucun de leurs salariés dans des sociétés financières et seuls 5 % en ont plus de la moitié. En revanche, ces sociétés financières enregistrent une part importante du bilan comptable des groupes puisque dans plus d'un tiers des groupes non financiers, les sociétés financières détiennent plus de la moitié du total du bilan et dans 12 %, au moins les trois quarts.

Dans le cas de groupes dont une partie des sociétés est dans le secteur financier, agricole ou non marchand, la partie du groupe qui appartient au champ de la statistique structurelle d'entreprises peut avoir une catégorie inférieure à celle du groupe. Ainsi, avec 289 grands groupes dans l'ensemble de l'économie française, on dénombre 249 grandes entreprises dans ce champ. Certains grands groupes (notamment bancaires) n'ont en effet qu'une entreprise de taille intermédiaire, voire une PME dans le champ retenu. ■

Définitions

Groupe, grand groupe, groupe de taille intermédiaire, groupe petit ou moyen, microgroupe, groupe franco-français, firme multinationale sous contrôle français, activité principale exercée (APE), entreprises, champ de la statistique structurelle d'entreprises, sociétés financières : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « 123 000 groupes implantés en France en 2015, dont seuls 220 ont 5 000 salariés ou plus », *Insee Première* n° 1679, décembre 2017.

1. Principales caractéristiques des groupes de sociétés en 2017

	Grands groupes	Groupes de taille intermédiaire	Groupes moyens et petits	Microgroupes	Ensemble
Nombre de groupes	289	5 600	65 700	62 400	133 989
Nombre de sociétés	36 921	66 740	222 606	141 654	467 921
Nombre d'entreprises	12 754	20 654	111 411	99 097	243 916
Effectifs salariés en ETP	4 399 585	3 581 341	2 622 652	315 512	10 919 090

Lecture : les microgroupes (ceux dont l'effectif est inférieur à 10 personnes et dont le chiffre d'affaires ou le total du bilan annuel n'excède pas 2 millions d'euros) sont au nombre de 62 400. Ils regroupent 99 097 entreprises, 141 654 sociétés, 315 512 salariés en ETP.

Champ : groupes dont une société au moins est active en France en 2017.

Sources : Insee, Lifi 2017 ; Sirius.

2. Répartition du nombre de groupes et des effectifs par secteur en 2017

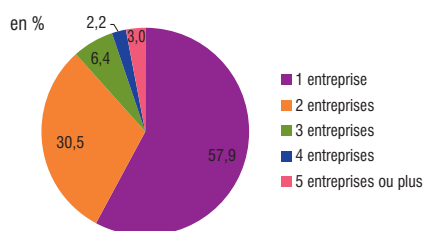


Lecture : en France, fin 2017, 14,7 % des groupes ont pour activité principale l'industrie. Ces groupes emploient 24,6 % du total des salariés en équivalent temps plein employés dans les groupes en France.

Champ : groupes dont une société au moins est active en France en 2017.

Source : Insee, Lifi 2017.

3. Répartition des groupes selon le nombre d'entreprises par groupe



Lecture : en France, fin 2017, 57,9 % des groupes de sociétés ne contiennent qu'une entreprise, 30,5 % deux entreprises.

Champ : groupes dont une société au moins est active en France en 2017.

Sources : Insee, Lifi 2017 ; Sirius.

4. Répartition des groupes selon leur appartenance au champ de la statistique structurelle d'entreprises

	Nombre de groupes	Nombre de sociétés dans le champ de la statistique d'entreprises	Nombre de sociétés hors champ de la statistique d'entreprises	Nombre de groupes contenant au moins une société financière	Nombre de sociétés financières
Totalement hors champ de la statistique d'entreprises	2 676	0	5 375	868	930
En partie dans le champ de la statistique d'entreprises	36 341	152 661	65 534	21 125	33 662
Totalement dans le champ de la statistique d'entreprises	94 972	244 351	0	45 650	48 319
Ensemble	133 989	397 012	70 909	67 643	82 911

Lecture : 36 341 groupes contiennent à la fois des sociétés dans le champ de la statistique d'entreprise (152 661) et hors champ (65 534). Parmi eux, 21 125 contiennent au moins une société financière et en regroupent 33 662 (y compris holdings et auxiliaires financiers).

Champ : groupes dont une société au moins est active en France en 2017.

Sources : Insee, Lifi 2017 ; Sirius.

1.2 Catégories d'entreprises

En 2017, 3,9 millions d'**entreprises** composent les secteurs marchands non agricoles et non financiers (incluant toutefois les auxiliaires de services financier et d'assurance et les *holdings*). Le tissu productif marchand est fortement concentré. 257 **grandes entreprises** (GE) rassemblent 23 000 unités légales, emploient 3,4 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP), soit 26 % du total, et contribuent à 31 % de la valeur ajoutée (VA). À l'opposé, 3,7 millions de **micro-entreprises** (MIC) emploient 2,4 millions de salariés, soit 19 % du total et génèrent 20 % de la valeur ajoutée. Entre ces deux extrêmes, 5 700 **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) et 148 000 **petites et moyennes entreprises** (PME) non microentreprises emploient respectivement 25 % et 30 % des salariés (ETP) et génèrent 26 % et 23 % de la VA (*figure 1*). Ces catégories d'entreprises dessinent ainsi une partition assez équilibrée de l'emploi et de la VA.

Parmi ces 3,9 millions d'entreprises, 600 000 relèvent des secteurs de l'enseignement, de la santé ou de l'action sociale. Un million sont des micro-entrepreneurs ou des entreprises ayant opté pour le régime fiscal de la micro-entreprise (« micro-entrepreneurs et assimilés »). On dénombre ainsi 2,3 millions d'entreprises des secteurs principalement marchands, non agricoles et non financiers et hors micro-entrepreneurs et assimilés, pour lesquelles l'ensemble du détail comptable est disponible. 2,2 millions d'entre elles sont constituées d'une seule **unité légale**.

Sur ce périmètre, la répartition de l'emploi selon les catégories d'entreprises est proche de celle sur le champ complet, alors que la concentration est accentuée pour d'autres agrégats économiques : les GE et les ETI génèrent près des deux tiers de la VA, du chiffre d'affaires et des investissements (corporels) (*figure 2*). Ces deux catégories d'entreprises contribuent à 85 % des exportations, en raison notamment de leur appartenance à un groupe international : c'est le cas pour l'ensemble des salariés des GE, pour 70 % des salariés des ETI mais pour seulement 15 % des salariés des PME non microentreprises (*figure 3*).

Au sein de ces 2,3 millions d'entreprises, le secteur de l'industrie et plus encore celui des transports sont tous deux organisés autour de GE et d'ETI : ainsi 89 GE emploient 32 % des salariés en ETP dans l'industrie et 1 770 ETI en emploi 35 % ; de même 18 GE emploient à elles seules plus de la moitié des salariés dans les transports. *A contrario*, les différentes catégories d'entreprises ont un poids proche de la moyenne dans le commerce : une grande diversité d'acteurs couvre ce secteur, des GE multinationales jusqu'aux microentreprises qui desservent un marché de proximité. Dans les services, la majorité des salariés travaillent dans des PME, y compris les microentreprises (57 %). Dans la construction, en dépit de la présence d'une dizaine de GE, la place des PME (y compris microentreprises) est encore plus forte (71 % des salariés) (*figure 4*). ■

Définitions

Entreprise, grande entreprise (GE), **microentreprise** (MIC), **entreprise de taille intermédiaire** (ETI), **petite et moyenne entreprise** (PME), **unité légale** : Voir *annexe Glossaire, Fiche 1.2*.

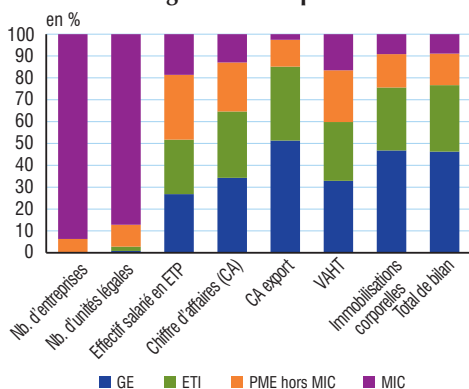
Catégories d'entreprises 1.2

1. Principales caractéristiques des entreprises par catégorie en 2017

	GE	ETI	PME hors MIC	MIC	Ensemble
Secteurs marchands non agricoles et non financiers					
Nombre d'entreprises	257	5 722	147 767	3 701 363	3 855 109
Nombre d'unités légales en France	22 745	53 263	265 060	3 748 122	4 089 190
Effectif salarié en ETP (en milliers)	3 399	3 258	3 883	2 445	12 985
Valeur ajoutée hors taxes (VAHT) (en milliards d'euros)	358	302	271	231	1 162
Secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers					
Nombre d'entreprises	246	5 396	138 739	2 146 609	2 290 990
Nombre d'unités légales en France	20 552	49 972	251 114	2 189 635	2 511 273
Effectif salarié en ETP (en milliers)	3 270	3 037	3 609	2 267	12 183
Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)	1 291	1 141	845	488	3 765
Chiffre d'affaires à l'export (en milliards d'euros)	373	246	89	19	727
Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)	350	286	252	176	1 064
Nombre moyen d'unités légales par entreprise	84	9	2	1	1
Effectif salarié moyen en ETP par entreprise	13294	563	26	1	5
VAHT par salarié en ETP (en milliers d'euros)	107	94	70	78	87
Immobilisations corporelles par salarié en ETP (en milliers d'euros)	358	237	106	101	205
Salaire moyen brut par salarié en ETP (en milliers d'euros)	47	45	39	40	43
Taux d'exportation (en %)	28,9	21,6	10,5	3,9	19,3
Taux d'investissement (investissement corporel/VA) (en %)	21,6	21,2	14,0	17,2	18,9

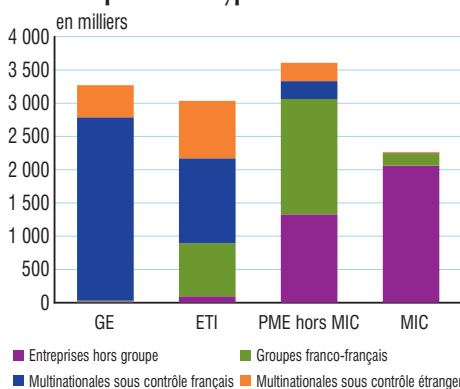
Champ : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers et entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers hors régime fiscal de la micro-entreprise et micro-entrepreneurs. Source : Insee, Esane (données individuelles).

2. Répartition de différents agrégats selon la catégorie d'entreprises en 2017



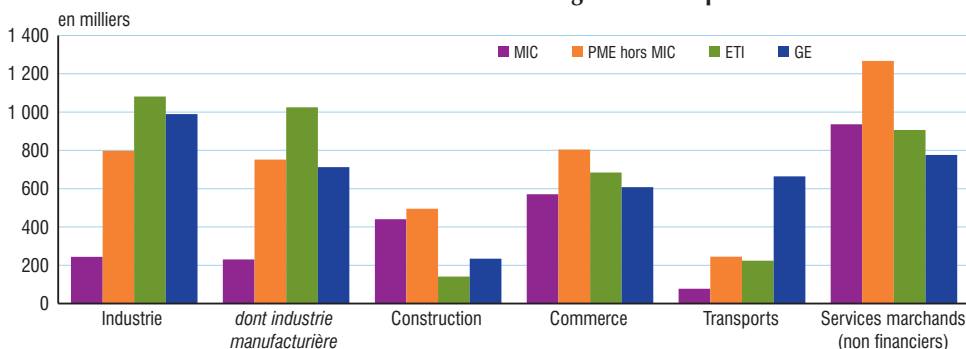
Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la micro-entreprise et micro-entrepreneurs. Source : Insee, Esane (données individuelles).

3. Effectifs salariés en ETP selon la catégorie d'entreprises et le type de contrôle en 2017



Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la micro-entreprise et micro-entrepreneurs. Source : Insee, Esane (données individuelles).

4. Effectifs en ETP selon le secteur d'activité et la catégorie d'entreprises en 2017



Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la micro-entreprise et micro-entrepreneurs. Source : Insee, Esane (données individuelles).

1.3 ETI en France

En 2017, la France compte 5 400 **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) dans les secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Elles emploient 3 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP) et réalisent 30 % du chiffre d'affaires et des investissements, générant 27 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des entreprises (*figure 1*). En moyenne, elles emploient 600 salariés et comptent 9 unités légales. La structure de groupe domine nettement cette catégorie d'entreprises puisque seules 6 % des ETI sont indépendantes.

Les ETI se distinguent des autres catégories d'entreprises par leur orientation vers l'industrie, en particulier l'industrie manufacturière, et par le poids des implantations étrangères. 34 % des salariés (en ETP) des ETI travaillent dans l'industrie manufacturière (36 % dans l'industrie) (*figure 2*). Ils ne sont que 19 % des autres catégories d'entreprises à travailler dans l'industrie manufacturière (et 22 % dans l'industrie). Parmi les 2,7 millions de salariés (en ETP) de l'industrie manufacturière, 38 % sont employés par des ETI, contre 26 % dans de grandes entreprises, 28 % dans des PME hors microentreprises et 8 % dans des microentreprises.

Compte tenu de leur orientation industrielle, les ETI jouent un rôle essentiel dans le commerce extérieur, réalisant 34 % du chiffre d'affaires à l'export (*figure 3*). Sur les 5 400 ETI non agricoles et non financières présentes en France, 26 % sont des **multinationales sous contrôle étranger** (28 % des grandes entreprises et 5 % des PME non microentreprises). Ces dernières emploient 865 000 salariés en ETP, soit 28 % des salariés des ETI, et représentent plus de la moitié de l'emploi des implantations étrangères en France (53 %). À titre de comparaison, les ETI **multinationales sous contrôle français** emploient 2,2 millions de salariés en ETP, soit seulement 21 % de l'emploi de l'ensemble des entreprises sous contrôle français. La moitié des salariés des

ETI multinationales sous contrôle étranger travaillent dans l'industrie contre 30 % pour les ETI sous contrôle français. Cette proportion atteint 40 % pour les seules ETI multinationales sous contrôle français. Les ETI françaises n'emploient que 15 % de leurs salariés (en ETP) dans l'industrie.

Non seulement les ETI multinationales sous contrôle étranger sont surreprésentées dans l'industrie, mais au sein de celle-ci, elles n'ont pas les mêmes activités que celles sous contrôle français. Elles sont particulièrement présentes dans l'automobile, ainsi que dans la fabrication de machines et d'équipement, d'équipements électriques, de produits en caoutchouc et plastique, et dans l'industrie du papier et du carton, où les effectifs sont plus élevés que dans les ETI françaises. Dans les industries de la chimie et de la métallurgie, les effectifs des ETI multinationales sous contrôle étranger sont proches de ceux des ETI françaises. Par ailleurs, les ETI françaises sont présentes dans les secteurs industriels traditionnels : l'agroalimentaire, le textile, l'habillement et le cuir, le travail du bois, mais aussi la pharmacie et la fabrication de produits métalliques.

Les ETI multinationales sont plus grandes et plus capitalistiques. Hors secteurs financier et immobilier, les ETI multinationales sous contrôle français emploient en moyenne 756 salariés (en ETP) sur le territoire national, et celles sous contrôle étranger 604. Les ETI françaises en emploient 403 en moyenne. Les ETI multinationales sous contrôle étranger ont davantage d'immobilisations corporelles par salarié que celles sous contrôle français (en excluant les entreprises de l'immobilier, atypiques par la nature de leurs actifs). Elles dégagent ainsi une plus forte valeur ajoutée par salarié. Les ETI sous contrôle étranger versent aussi des salaires plus élevés, avec un écart de 11 % par rapport à ceux des ETI multinationales sous contrôle français et de 44 % par rapport à ceux des ETI françaises (*figure 4*). ■

Définitions

Entreprise de taille intermédiaire (ETI), firme **multinationale sous contrôle français (étranger)** : voir *annexe Glossaire*.

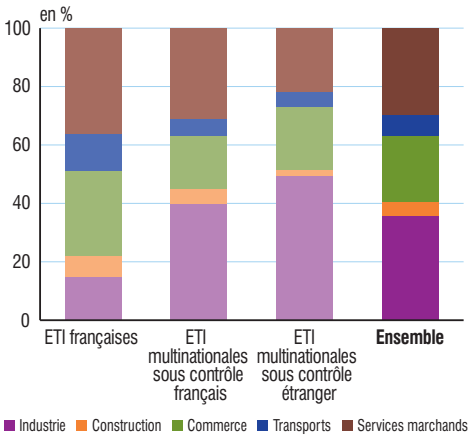
1. Principales caractéristiques des ETI en 2017

	Nombre d'entreprises	Nombre d'unités légales en France	Effectif salarié en ETP (en milliers)	Chiffre d'affaires	Chiffre d'affaires à l'export	Valeur ajoutée hors taxes	Immobilisations corporelles	Investissements corporels bruts hors apports	Total de bilan (actif net)
	(en milliards d'euros)								
Entreprises de taille intermédiaire (ETI)	5 396	49 972	3 037	1 141	246	286	721	61	2 099
Poids dans l'ensemble des entreprises (en %)	0,2	2,0	24,9	30,3	33,8	26,9	28,8	30,0	30,4

Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la micro-entreprise et micro-entrepreneurs.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

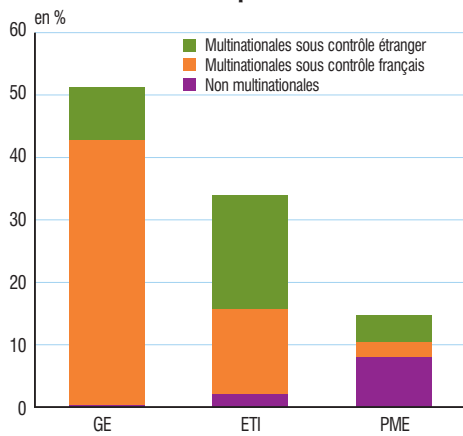
2. Salariés en ETP des ETI selon le secteur d'activité et le type de contrôle et déployé en 2017



Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

3. Poids des catégories d'entreprises dans les exportations françaises selon le type de contrôle et le déployé en 2017



Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la micro-entreprise et micro-entrepreneurs.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

4. Ratios sur les ETI et les grandes entreprises selon le type de contrôle et le déployé en 2017

	Nombre	Effectif salarié en ETP (en milliers)	Effectif salarié en ETP moyen par entreprise	VAHT/salarié	Immobilisations corporelles/salarié	Total des ressources/salarié	Salaires annuels moyens	Taux de marge EBE/VAHT	Taux d'exportation
	(en milliers d'euros)					(en %)			
Ensemble des secteurs									
ETI françaises	2 088	842	403	68	150	324	36	23	6
ETI multinationales sous contrôle français	1 658	1 253	756	93	142	785	47	23	23
ETI multinationales sous contrôle étranger	1 447	874	604	110	195	656	52	23	32
GE françaises	6	24	3 923	165	77	672	56	41	16
GE multinationales sous contrôle français	168	2 746	16 343	103	376	1 014	44	29	30
GE multinationales sous contrôle étranger	69	482	6 984	123	183	714	60	20	26
Industrie manufacturière									
ETI françaises	312	112	360	74	140	312	36	26	18
ETI multinationales sous contrôle français	652	484	743	90	157	642	43	25	35
ETI multinationales sous contrôle étranger	683	429	628	106	233	612	49	26	45
GE multinationales sous contrôle français	57	583	10 234	129	298	1 423	56	31	59
GE multinationales sous contrôle étranger	22	129	5 845	142	295	1 255	56	24	50

Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles, non financiers et non immobiliers.

Note : les ETI et les GE de l'immobilier sont exclues de ce tableau car elles sont nombreuses et très atypiques par les actifs immobiliers qu'elles détiennent, ce qui biaise les ratios au regard du capital productif des autres activités.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

1.4 PME en France

En 2017, la France compte 3,8 millions de **petites et moyennes entreprises** marchandes non agricoles et non financières, y compris **microentreprises** (MIC). Parmi celles-ci, 3,7 millions sont des microentreprises, qui emploient 2,4 millions de salariés en équivalent temps plein (ETP) et réalisent 20 % de la valeur ajoutée. 148 000 PME hors microentreprises emploient 3,9 millions de salariés et réalisent 23 % de la valeur ajoutée. Au total, les PME emploient ainsi 6,3 millions de salariés (ETP) et réalisent 43 % de la valeur ajoutée (*figure 1*).

Les microentreprises comptent 72 % de leurs effectifs salariés dans les activités tertiaires, contre 66 % pour l'ensemble des entreprises (secteurs marchands non agricoles et non financiers). 18 % de leurs salariés travaillent dans la construction contre 10 % en moyenne (*figure 2*). À l'inverse, l'industrie ne représente que 10 % des effectifs des microentreprises, contre 24 % en moyenne ; les industries alimentaires sont les plus représentées et dans une moindre mesure la fabrication de produits métalliques (excepté machines et équipements) et les activités proches des services (réparation, imprimerie). Les microentreprises s'adressent à un marché de proximité. 73 % d'entre elles n'ont aucun salarié (plus d'un tiers de celles-ci sont des **micro-entrepreneurs** ou des **micro-entreprises au sens fiscal**), 13 % en ont un, à temps partiel ou à temps plein, seules 14 % ont plus d'un salarié (ETP).

Hors microentreprises, les PME des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers comptent en moyenne 26 salariés (ETP) et la moitié d'entre elles

gènèrent une valeur ajoutée supérieure à 1 million d'euros (*figure 3*). 62 % ont moins de 20 salariés et seules 11 % emploient au moins 50 salariés. Les activités exercées sont plus diversifiées que pour les autres catégories d'entreprises. De ce fait, la structure de l'emploi au sein des PME hors microentreprises est assez proche de celle de l'ensemble des entreprises. Néanmoins, la construction et les industries de type traditionnel (textile, cuir, bois, imprimerie, fabrication de produits métalliques) y sont davantage représentées qu'en moyenne (14 % et 7 % contre 11 % et 4 %). Elles emploient également 20 % des salariés du commerce de gros et du commerce de détail (19 % en moyenne). Enfin, c'est dans les PME que les entreprises des activités scientifiques et techniques sont les plus présentes : 18 % des effectifs contre 15 % en moyenne, notamment dans les activités juridiques et comptables, les services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager et les activités d'architecture et d'ingénierie.

Les PME industrielles hors microentreprises ont davantage d'immobilisations corporelles que les autres PME et disposent en général de plus de ressources (en excluant les entreprises de l'immobilier, atypiques par la nature de leurs actifs) ; leur taux de marge est parmi les plus élevés au sein des PME. Mais le taux d'exportation des PME industrielles est deux fois moins élevé que celui des ETI industrielles : alors que les grandes entreprises et les ETI de l'industrie manufacturière sont pratiquement toutes exportatrices, seules 55 % des PME industrielles le sont (*figure 4*). ■

Définitions

Petite et moyenne entreprise (PME), microentreprise (MIC), micro-entrepreneur, micro-entreprise au sens fiscal : voir annexe *Glossaire*.

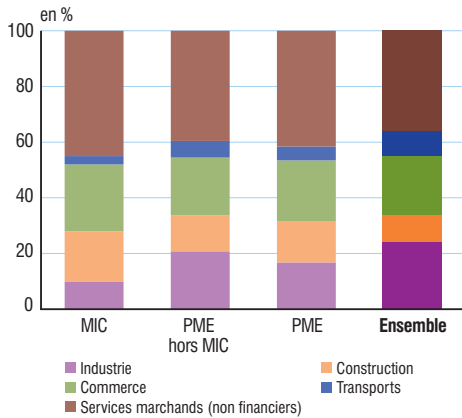
1. Principales caractéristiques des PME en 2017

	Microentreprises	Poids des microentreprises dans l'ensemble des entreprises (en %)	PME hors microentreprises	Poids des PME hors microentreprises dans l'ensemble des entreprises (en %)
Secteurs marchands non agricoles et non financiers				
Nombre d'entreprises	3 701 363	96,0	147 767	3,8
Nombre d'unités légales en France	3 748 122	91,7	265 060	6,5
Effectif salarié en ETP (en milliers)	2 445	18,8	3 883	29,9
Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)	231	19,9	271	23,3
Secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers				
Nombre d'entreprises	2 146 609	93,7	138 739	6,1
Nombre d'unités légales en France	2 189 635	87,2	251 114	10,0
Effectif salarié en ETP (en milliers)	2 267	18,6	3 609	29,6
Chiffre d'affaires (en milliards d'euros)	488	13,0	845	22,4
Chiffre d'affaires à l'export (en milliards d'euros)	19	2,6	89	12,2
Valeur ajoutée hors taxes (en milliards d'euros)	176	16,5	252	23,7
Immobilisations corporelles (en milliards d'euros)	229	9,1	381	15,2
Investissements corporels bruts hors apports (en milliards d'euros)	30	15,0	35	17,6
Total de bilan (actif net) (en milliards d'euros)	613	8,9	997	14,4

Champ : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers et entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la micro-entreprise et micro-entrepreneurs.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

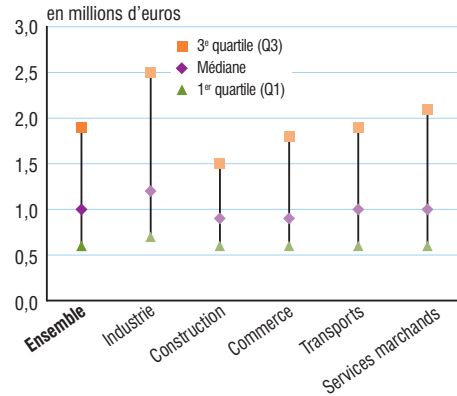
2. Salariés des PME par secteur d'activité en 2017



Champ : France, entreprises des secteurs marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

3. Dispersion de la valeur ajoutée des PME hors microentreprises en 2017



Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors régime fiscal de la micro-entreprise et micro-entrepreneurs.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

4. Ratios sur les PME hors microentreprises en 2017

	Nombre d'entreprises (en milliers)	Effectif salarié en ETP (en milliers)	Effectif salarié moyen en ETP	VAHT/salarié	Immobilisations corporelles/salarié (en milliers d'euros)	Total des ressources/salarié (en milliers d'euros)	Salaires annuels moyens	Taux de marge EBE/VAHT	Taux d'exportation EBE/VAHT
								(en %)	
Ensemble	136	3 553	26	68	76	238	39	19	11
Industrie manufacturière, extractives et autres	25	798	32	69	128	254	37	21	20
dont industrie manufacturière	23	752	33	67	92	214	38	19	21
Construction	23	495	22	62	53	214	35	16	1
Commerce	35	804	23	70	64	276	38	23	9
Transports	8	245	32	55	74	129	35	14	13
Services marchands	45	1 212	27	71	58	235	43	16	10

Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles, non financiers et non immobiliers (actifs immobiliers atypiques, ce qui biaise les ratios au regard du capital productif des autres activités), hors régime fiscal de la micro-entreprise et micro-entrepreneurs.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

1.5 Créations d'entreprises...

En 2018, dans l'ensemble de l'économie marchande non agricole, 691 300 entreprises ont été créées, soit 100 000 de plus qu'en 2017. Le nombre total de créations d'entreprises augmente ainsi de 17 % par rapport à 2017 et atteint un nouveau record. Cette hausse est principalement due à l'essor des immatriculations de **micro-entrepreneurs** (+ 28 %), avec 308 300 immatriculations, soit 45 % de l'ensemble des créations d'entreprises. Les créations d'**entreprises individuelles** classiques augmentent fortement aussi (+ 20 %). Les créations de **sociétés** croissent de façon nettement plus modérée (+ 2 %) (*figures 1 et 2*).

En 2018, les créations d'entreprises augmentent dans tous les secteurs d'activité. Le secteur des transports et de l'entreposage est le premier contributeur à la hausse globale (28 600 créations de plus qu'en 2017, soit + 68 %), du fait notamment des autres activités de poste et de courrier (incluant la livraison à domicile), majoritairement sous le régime du micro-entrepreneur. Avec 70 400 nouvelles entreprises, le secteur représente 10 % de l'ensemble des créations. Le deuxième secteur contribuant le plus à la hausse globale est celui des activités spécialisées, scientifiques et techniques (18 700 créations de plus qu'en 2017, soit + 18 %). Cette hausse est principalement portée par le dynamisme des activités de conseil pour les affaires et autres conseils de gestion : + 11 500 créations, soit + 27 %, pour atteindre un total de 54 600 créations en 2018 (*figure 1*).

En 2018, comme en 2017, les sociétés par actions simplifiées (SAS) représentent 61 % des sociétés créées. Leur part était de 56 % en 2016 et de 48 % en 2015. Au sein de cette catégorie juridique, la part des SAS à associé unique ou unipersonnelles reste majoritaire et se stabilise (37 % des sociétés créées en 2018, comme en 2017) (*figure 3*).

En 2018, les secteurs privilégiés par les entrepreneurs individuels (y compris micro-entrepreneurs) lors de leur immatriculation sont les activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien aux entreprises (25 % des immatriculations), le commerce (14 %) et l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale (14 %). Les créateurs d'entreprises individuelles ont en moyenne 36 ans. La part des moins de 30 ans est de 38 %. Elle atteint 50 % dans les activités de conseil pour les affaires et autres conseils de gestion. Les femmes sont à l'initiative de 39 % des immatriculations de 2018. Quasiment absentes de la construction, elles sont majoritaires dans l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale (64 %), les autres activités de services (59 %) et l'industrie (52 %) (*figure 4*).

En 2016, le taux de création d'entreprises, défini comme le rapport entre le nombre de créations de l'année et le nombre total d'entreprises actives durant l'année, est de 9,8 % en France dans l'économie marchande hors agriculture et hors activités des sociétés *holding*, contre 14,6 % au Royaume-Uni et 6,7 % en Allemagne (*figure 5*). ■

Définitions

Micro-entrepreneur, entreprise individuelle, société : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « Les créations d'entreprises en 2018 : en forte hausse, portées par les immatriculations de micro-entrepreneurs », *Insee Première* n° 1734, janvier 2019.
- « Les créateurs d'entreprises : la frontière entre salariat et entrepreneuriat s'atténue », *Insee Première* n° 1701, juin 2018.

... (y compris micro-entrepreneurs) 1.5

1. Nombre d'unités légales fin 2017 et entreprises créées en 2018

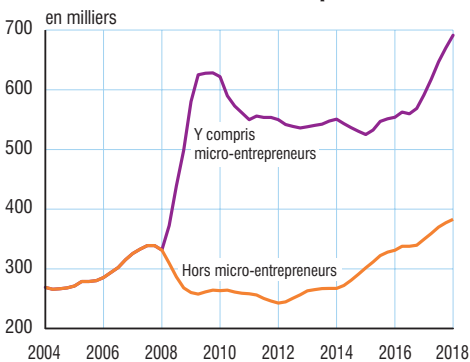
en milliers

	Nombre d'unités légales au 31 décembre 2017			Créations d'entreprises en 2018	
	Ensemble	Sociétés	Entrepreneurs individuels (y compris micro-entrepreneurs)	Ensemble	dont micro-entrepreneurs
Industrie	294,6	179,0	115,6	28,5	7,8
Construction	622,7	351,5	271,1	67,3	13,9
Commerce	874,4	514,1	360,3	107,3	30,6
Transports et entreposage	145,1	78,1	66,9	70,4	43,2
Hébergement et restauration	311,9	212,7	99,1	33,8	7,8
Information et communication	178,1	110,9	67,2	34,8	20,3
Activités financières et d'assurance	173,5	149,4	24,1	17,4	2,5
Activités immobilières	210,8	159,4	51,4	26,5	4,5
Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien	859,8	432,4	427,4	164,6	94,0
Enseignement, santé humaine et action sociale	656,3	93,8	562,5	77,3	44,5
Autres activités de services	383,5	112,5	270,9	63,2	39,0
Ensemble	4 710,4	2 393,9	2 316,5	691,3	308,3

Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

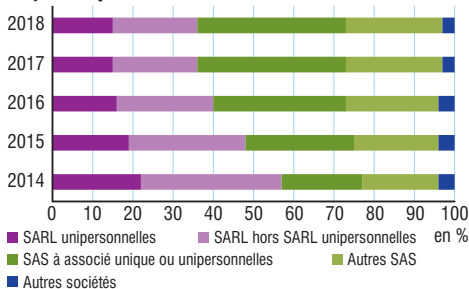
2. Créations annuelles d'entreprises



Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

3. Répartition des sociétés créées par forme juridique de 2014 à 2018

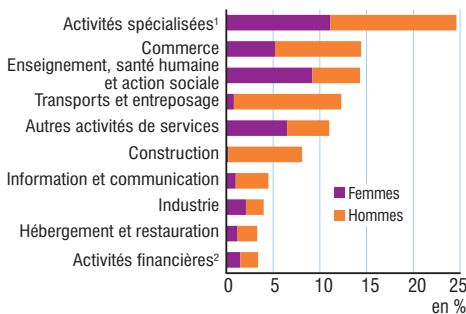


Lecture : en 2018, la part de l'ensemble des SARL unipersonnelles parmi les sociétés créées est de 15 %.

Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

4. Répartition des entrepreneurs individuels immatriculés par sexe et secteur d'activité en 2018



1. Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien.

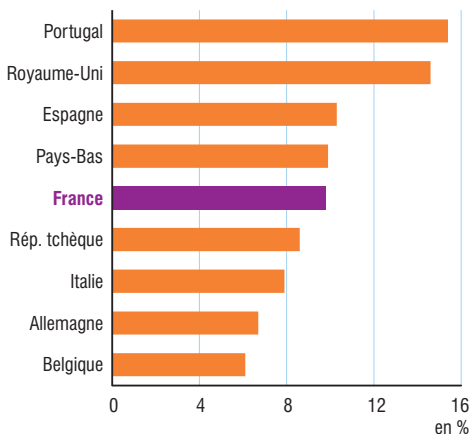
2. Activités financières et d'assurance, activités immobilières.

Lecture : parmi l'ensemble des immatriculations d'entrepreneurs individuels de 2018, 13,5 % ont été réalisées par des hommes dans les activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien aux entreprises.

Champ : France, ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, Sirene, Répertoire des entreprises et des établissements.

5. Taux de création d'entreprises en Europe en 2016



Champ : économie marchande hors agriculture et hors activités des sociétés holding.

Source : Eurostat.

1.6 Créateurs d'entreprises

Selon l'enquête Sine auprès des créateurs d'entreprises classiques (cohorte 2014, hors **auto-entrepreneurs**), ces derniers sont principalement des salariés du privé (32 %) et des chômeurs (27 %). Pour les générations précédentes (2006 et 2010), les chômeurs étaient les plus nombreux. La création sous forme de sociétés (61 % des créations hors auto-entrepreneurs) est d'abord le fait des salariés du privé (34 %) puis des chômeurs (23 %). Lorsque la création se fait sous forme d'entreprise individuelle (39 % des créations hors auto-entrepreneurs), les chômeurs sont plus nombreux (33 %) que les salariés du privé (30 %) (figure 1).

Trois ans après leur création, 75 % des entreprises classiques créées au premier semestre 2014 sont actives, soit 3 points de plus que pour la génération 2010. Cette augmentation peut s'expliquer par une conjoncture économique plus favorable. La pérennité est plus élevée pour les créations de sociétés (83 %) que pour les créations d'entreprises individuelles classiques (63 %). Elle est la plus élevée dans les secteurs de la santé humaine et de l'action sociale (84 %), des transports et de l'entreposage (81 %) et des activités spécialisées, scientifiques et techniques (80 %). À l'opposé, elle est la plus faible dans les activités immobilières (70 %) et le commerce (71 %). Elle est néanmoins en forte augmentation dans ces secteurs par rapport à la génération 2010 (+ 6 points) (figure 2).

Selon l'enquête Sine auprès des auto-entrepreneurs, deux auto-entrepreneurs sur trois immatriculés au premier semestre 2014 ont démarré une activité avant la fin de l'année civile. Parmi eux, 55 % en ont fait leur activité

principale. Pour les créations sous le régime d'auto-entrepreneur en activité principale, les chômeurs sont de loin la catégorie la plus représentée (42 %), devant les salariés du secteur privé (24 %) et les personnes sans activité professionnelle (18 %). Pour celles en activité de complément, les créateurs sont pour plus de la moitié des salariés du privé (52 %), loin devant les chômeurs (13 %), les salariés du public (12 %) et les personnes sans activité (12 %). Il ne s'agit pas dans ce cas d'un véritable projet entrepreneurial, mais plutôt d'une activité permettant de générer un complément de revenu en valorisant une compétence (figure 3).

Trois ans après, 36 % des auto-entrepreneurs immatriculés au premier semestre 2014 sont actifs sous ce régime, contre 63 % pour les entreprises individuelles classiques. Cette plus faible proportion s'explique principalement par un taux de démarrage d'activité beaucoup plus bas. En effet, seules 66 % des immatriculations d'auto-entrepreneurs ont donné lieu au démarrage d'une activité économique. La proportion d'auto-entrepreneurs actifs après trois ans est la plus élevée dans la santé humaine et l'action sociale (60 %) et l'enseignement (48 %). Elle est plus faible dans la construction (36 %), les activités spécialisées, scientifiques et techniques (36 %) ou le commerce (28 %), secteurs où les immatriculations d'auto-entrepreneurs sont les plus nombreuses. Ces écarts sectoriels s'expliquent notamment par un taux de démarrage d'activité plus élevé dans la santé humaine et l'action sociale (83 %) ou l'enseignement (79 %) que dans les activités spécialisées scientifiques et techniques (71 %), la construction (65 %) ou le commerce (54 %) (figure 3). ■

Définitions

Enquête Sine (Système d'information sur les nouvelles entreprises) : permet de suivre une cohorte d'entreprises sur ses cinq premières années. Une nouvelle cohorte est interrogée tous les quatre ans, ce qui permet de caractériser le profil de ces entreprises et de leurs créateurs, ainsi que d'étudier leur pérennité. Cette cohorte comprend deux échantillons : un pour les créateurs d'entreprises classiques et un pour les auto-entrepreneurs (devenus micro-entrepreneurs fin 2014).

Auto-entrepreneur : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « Auto-entrepreneurs immatriculés en 2014 : trois ans après, 36 % sont actifs », *Insee Première* n° 1765, juillet 2019.
- « Entreprises créées en 2014 : trois sur quatre sont encore actives trois ans après leur création », *Insee Première* n° 1751, avril 2019.
- « Les créations d'entreprises en 2018 : en forte hausse, portées par les immatriculations de micro-entrepreneurs », *Insee Première* n° 1734, janvier 2019.

1. Créateurs d'entreprises selon leur situation professionnelle avant immatriculation en %

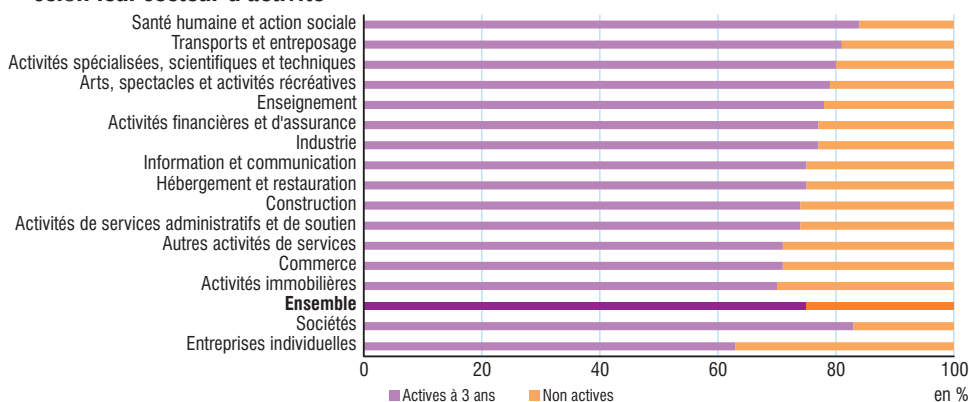
	Créations d'entreprises classiques au premier semestre 2014		Auto-entrepreneurs immatriculés au premier semestre 2014 ayant démarré une activité économique...	
	Sociétés	Entreprises individuelles (hors auto-entrepreneurs)	... principale	... de complément
Situation professionnelle avant l'immatriculation				
Indépendant ou à votre compte	20	11	6	3
Chef d'entreprise salarié, PDG	14	3	2	2
Agent de la fonction publique	2	7	2	12
Salarié du secteur privé	34	30	24	52
<i>dont intérimaires et intermittents</i>	2	4	5	6
Chômeur	23	33	42	13
Étudiant ou scolaire	2	7	7	6
Sans activité professionnelle	6	10	18	12
<i>dont retraité</i>	2	2	3	9
Ensemble	100	100	100	100

Lecture : parmi les créateurs de sociétés au premier semestre 2014, 20 % ont déclaré être indépendants ou à leur compte juste avant la création.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, enquête Auto-entrepreneurs 2014 et enquête Sine 2014.

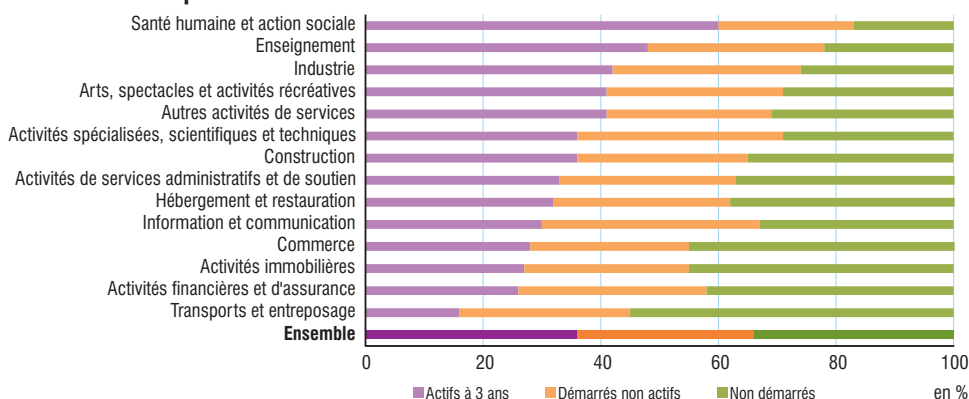
2. Proportion d'entreprises classiques actives 3 ans après leur création en 2014 selon leur secteur d'activité



Lecture : 84 % des entreprises classiques créées au cours du premier semestre 2014 dans le secteur de la santé humaine et de l'action sociale sont actives à 3 ans. Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, enquête Sine 2014, interrogations 2014 et 2017.

3. Taux de démarrage et proportion d'actifs à 3 ans selon le secteur d'activité des auto-entrepreneurs immatriculés en 2014



Lecture : 83 % des auto-entrepreneurs immatriculés au cours du premier semestre 2014 dans le secteur de la santé humaine et de l'action sociale ont démarré une activité et 60 % sont actifs à 3 ans. Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, enquête auto-entrepreneurs 2014, interrogations 2014 et 2017.

Fiches thématiques

Mondialisation, compétitivité
et innovation



3.1 Échanges extérieurs et entreprises exportatrices

En 2018, le déficit du **solde commercial douanier (CAF-FAB)** de la France se creuse de nouveau (- 72,9 milliards d'euros après - 71,8 milliards en 2017 et - 57,8 milliards en 2016) (*figure 1*). Les achats d'hydrocarbures naturels et de produits pétroliers raffinés augmentent en valeur, contribuant à la hausse de la **facture énergétique** qui augmente de 6,4 milliards, après une augmentation de 7,6 milliards en 2017.

En 2018, le déficit des échanges des hydrocarbures bruts et de l'industrie extractive s'élève à - 38,3 milliards d'euros, après un déficit moins marqué en 2017 (- 33,3 milliards après - 26,2 milliards en 2016) (*figure 2*). Les échanges de produits de l'informatique-électronique, des équipements électriques et machines industrielles et de l'habillement-cuir-textile sont également déficitaires, mais dans une moindre ampleur.

En revanche, l'aéronautique est nettement excédentaire : + 27,1 milliards d'euros en 2018, un niveau atteint pour la première fois au cours des dix dernières années. L'excédent dans les échanges de parfums et de cosmétiques atteint 11,3 milliards (+ 7,6 % par rapport à 2017) : les exportations progressent (+ 1,0 milliard) alors que les importations sont quasi stables (+ 0,2 milliard). Les échanges agroalimentaires sont toujours excédentaires (+ 6,8 milliards après + 5,5 milliards en 2017). En effet, l'excédent des échanges de produits des industries agroalimentaires est stable tandis que les autres échanges agroalimentaires sont désormais eux aussi excédentaires, notamment en raison de la hausse des

exportations des produits de la culture et de l'élevage (+ 1,0 milliard).

En 2017, 197 000 entreprises exportent, soit 8,6 % de l'ensemble des entreprises des secteurs principalement marchands hors agriculture et services financiers (*figure 3*). Elles ont déclaré un chiffre d'affaires à l'exportation de biens et services de 719 milliards d'euros, représentant 27,2 % du chiffre d'affaires total des entreprises exportatrices.

Le **taux d'exportation** est plus élevé dans l'industrie (42,7 %) et les transports et l'entreposage (26,8 %). Il est plus faible dans le commerce (14,7 %), mais le montant total des exportations (126 milliards) en fait le deuxième secteur exportateur. En particulier, 81 % des exportations du commerce sont portées par le commerce de gros, dont le taux d'exportation atteint 19,7 % ; en revanche, les taux d'exportation sont très faibles dans le commerce de détail (7,4 %) et le commerce et réparation d'automobiles et de motocycles (6,4 %).

Pour l'essentiel, les exportations sont le fait d'un nombre restreint d'entreprises : en 2017, les 50 premières entreprises en termes de chiffre d'affaires à l'exportation concentrent 43 % du total des exportations et les 500 premières en réalisent 71 % (*figure 4*).

Les **firmes multinationales** (FMN) réalisent 89 % du total des exportations, dont 58 % pour celles **sous contrôle français** (*figure 5*). Les **groupes franco-français** (37 milliards d'euros d'exportations) et les **entreprises indépendantes** (41 milliards) ont un poids faible face aux 641 milliards des firmes multinationales. ■

Avertissement

La Direction générale des douanes et droits indirects (DGDDI) a intégré une révision exceptionnelle des données relatives aux importations des produits aéronautiques de janvier 2014 à avril 2018 dans la publication du chiffre du commerce extérieur de décembre 2018. Ces rectifications concernent essentiellement les importations en matière aéronautique en provenance du Royaume-Uni, qui sont révisées à la baisse. Cela conduit mécaniquement à une correction à la hausse du solde commercial de la France.

Définitions

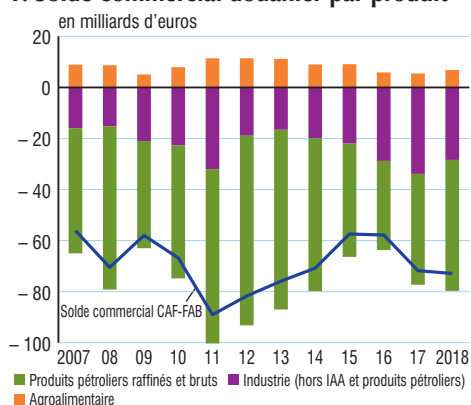
Solde commercial douanier, CAF-FAB, facture énergétique, taux d'exportation, firme multinationale (FMN), firme multinationale sous contrôle français (étranger), groupe franco-français, entreprise indépendante : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- *L'économie française – Comptes et dossiers*, coll. « Insee Références », édition 2019.
- « L'industrie manufacturière en 2017 – Des créations d'emploi malgré une croissance en demi-teinte », *Insee Première* n° 1706, juillet 2018.
- « Les petites et moyennes entreprises réalisent 17 % des exportations », *Insee Première* n° 1692, mars 2018.
- Site internet de la Direction générale des douanes et droits indirects : Le kiosque.

Échanges extérieurs et entreprises exportatrices 3.1

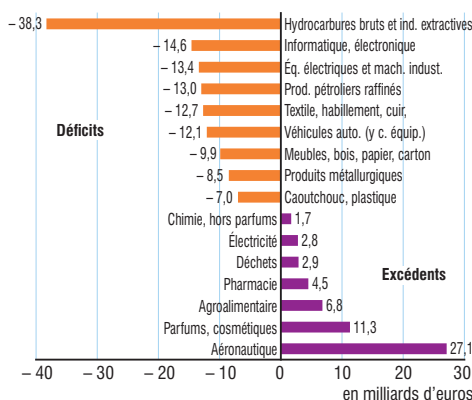
1. Solde commercial douanier par produit



Champ : France hors Mayotte, ensemble des biens produits jusqu'en 2013 inclus ; France à partir de 2014.

Source : DGDDI (données estimées CAF-FAB).

2. Principaux excédents ou déficits en 2018



Champ : France, ensemble des biens produits

Source : DGDDI (données estimées CAF-FAB).

3. Entreprises exportatrices en 2017

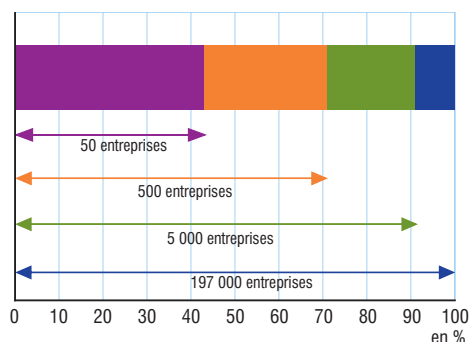
	Nombre	en % de l'ensemble des entreprises	Chiffre d'affaires à l'export (en milliards d'euros)	Taux d'exportation moyen ¹ (en %)
Industrie	30 511	17,1	464	42,7
Commerce	67 290	13,4	126	14,7
Transports et entreposage	8 079	8,5	44	26,8
Services aux entreprises	40 581	8,8	42	23,0
Autres secteurs	50 630	4,8	42	12,0
Ensemble	197 091	8,6	719	27,2

1. Taux d'exportation des entreprises exportatrices.

Champ : France, entreprises exportatrices, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

4. Concentration des entreprises exportatrices en 2017

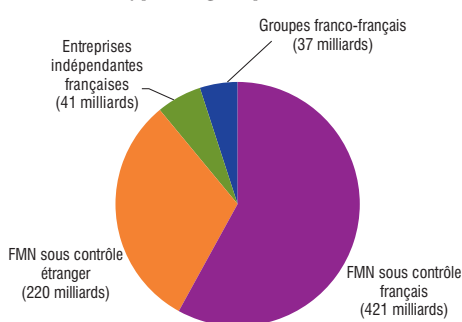


Lecture : les 50 entreprises portant les plus fortes exportations réalisent 43 % du chiffre d'affaires à l'exportation.

Champ : France, entreprises exportatrices, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

5. Répartition du CA à l'export selon le type de groupe en 2017



Lecture : 421 milliards d'euros du chiffre d'affaires à l'exportation sont réalisés par des entreprises dépendant d'une firme multinationale (FMN) sous contrôle français.

Champ : France, entreprises exportatrices, hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

3.2 Mondialisation et firmes multinationales

En 2017, en France, les **firmes multinationales** représentent 1 % des **entreprises** des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers. Toutefois, elles occupent 49 % des salariés en France et génèrent 57 % de la valeur ajoutée brute produite sur le territoire français (*figure 1*).

À l'étranger, 38 % des salariés des **firmes multinationales sous contrôle français** travaillent dans l'Union européenne (UE) et 62 % dans le reste du monde. Les filiales au Royaume-Uni, en Allemagne et en Espagne représentent 50 % des effectifs des firmes multinationales sous contrôle français dans l'UE. Au niveau mondial, les États-Unis regroupent les effectifs les plus importants devant la Chine et le Brésil. 38 % des salariés des filiales sous contrôle français implantées à l'étranger travaillent dans les services, 37 % dans l'industrie.

En 2016, les firmes multinationales sous contrôle français réalisent 1 236 milliards d'euros de chiffre d'affaires dans leurs filiales à l'étranger (52 % de leur chiffre d'affaires mondial). Elles y emploient 5,8 millions de salariés, soit plus de la moitié de leurs effectifs totaux.

Parmi elles, les firmes de plus grande taille pour la partie implantée en France regroupent 44 % des filiales à l'étranger. La moitié de ces grandes firmes sont implantées dans au moins 13 pays étrangers. Elles réalisent 82 % du chiffre d'affaires et emploient 76 % des effectifs des filiales françaises à l'étranger. À l'opposé, les firmes multinationales sous contrôle français de taille petite ou moyenne sur le sol français ne représentent que 2 % du chiffre d'affaires et 3 % des salariés des filiales françaises à l'étranger. Elles réalisent

la majorité de leur chiffre d'affaires en France (*figure 2*).

L'implantation en France des **firmes multinationales sous contrôle étranger** correspond le plus souvent à des **entreprises de taille intermédiaire** (ETI). L'industrie manufacturière concentre le plus d'emploi sous contrôle étranger (32 %), devant le commerce (23 %). Les firmes multinationales sous contrôle étranger emploient 1,6 million de salariés en France.

Au total, 108 pays étrangers contrôlent des entreprises en France, Parmi eux, 16 représentent 95 % de l'emploi en France sous contrôle étranger. Les pays européens en concentrent 55 %, au premier rang desquels l'Allemagne avec 324 400 emplois (intérim compris), suivie par les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Belgique.

Hors Union européenne, les multinationales sous contrôle américain totalisent le plus d'emplois en France (532 800 intérim compris), puis viennent la Suisse, le Japon et plus loin le Canada (*figure 3*).

Le développement des firmes multinationales s'appuie sur d'importants **investissements directs étrangers** (IDE). En 2017, le stock d'investissements directs français à l'étranger représente 56 % du PIB de la France. Par rapport à la taille de l'économie française, les multinationales sous contrôle français investissent fortement à l'étranger : parmi les grandes économies, seuls le Royaume-Uni et le Canada présentent des ratios « stock d'investissements directs à l'étranger/PIB » plus élevés. Parallèlement, le stock d'investissements étrangers en France représente 34 % du PIB de la France en 2017 (*figure 4*). ■

Définitions

Firme multinationale : entreprise organisée en groupe ayant au moins une unité légale à l'étranger et une en France.

Firme multinationale sous contrôle français (étranger) : firme multinationale dont la tête de groupe (société contrôlant les autres sans être elle-même contrôlée) est une société française (étrangère).

Entreprise de taille intermédiaire (ETI) : voir *annexe Glossaire* (voir **entreprise, catégorie d'entreprises**).

Investissement direct étranger (entrant et sortant) : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « Les firmes multinationales françaises réalisent la moitié de leur chiffre d'affaires à l'étranger », *Insee Focus* n° 141, janvier 2019.
- « En 2016, en France, 1,8 million d'emplois dans les entreprises sous contrôle étranger », *Insee Focus* n° 137, décembre 2018.

Mondialisation et firmes multinationales 3.2

1. Poids des firmes multinationales en France en 2017

	Entreprises		Salariés en ETP en France		Valeur ajoutée au coût des facteurs	
	Nombre total (en milliers)	Part (en %)	Effectif total (en millions)	Part (en %)	Ensemble (en milliard d'euros)	Part (en %)
Indépendantes	2 137,6	93,3	3,5	28,7	246	24,8
Dépendant d'un groupe	153,4	6,7	8,7	71,3	748	75,2
Groupes franco-français	124,9	5,5	2,7	22,5	186	18,7
Firmes multinationales	28,5	1,2	5,9	48,8	562	56,5
sous contrôle français	13,5	0,6	4,3	35,3	395	39,7
sous contrôle étranger	15,0	0,7	1,6	13,5	167	16,8
Ensemble	2 291,0	100,0	12,2	100,0	994	100,0

Lecture : en 2017, 28 500 firmes multinationales emploient 5,9 millions de salariés en équivalent temps plein, soit 48,8 % des salariés en France des entreprises organisées en groupe de sociétés.

Champ : entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, hors micro-entrepreneurs et régime fiscal de la micro-entreprise.

Source : Insee, Esane (données individuelles).

2. Effectifs et chiffre d'affaires à l'étranger des firmes multinationales sous contrôle français en 2016, selon leur taille

	Chiffre d'affaires consolidé ¹ réalisé par les filiales à l'étranger des firmes multinationales sous contrôle français ²		Salariés des filiales à l'étranger des firmes multinationales sous contrôle français		Filiales à l'étranger des firmes multinationales sous contrôle français		Nombre médian de pays étrangers d'implantation
	Montant (en milliards d'euros)	Part (en %)	Effectifs (en milliers)	Part (en %)	Nombre (en milliers)	Part (en %)	
Grandes firmes multinationales	1 018	82,4	4 417	75,7	20,0	44,2	13
Firmes multinationales de taille intermédiaire	197	15,9	1 252	21,4	16,8	37,2	2
Firmes multinationales de taille petite et moyenne	21	1,7	169	2,9	8,4	18,6	1
Ensemble	1 236	100,0	5 838	100,0	45,2	100,0	1

1. C'est la somme des chiffres d'affaires des unités légales de la firme, à laquelle on enlève le chiffre d'affaires réalisé entre filiales de la firme.

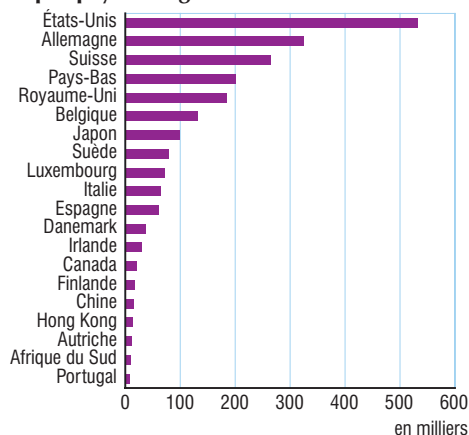
2. Il s'agit du chiffre d'affaires généré par les filiales présentes à l'étranger et non pas des ventes réalisées par la firme multinationale à l'étranger.

Lecture : en 2016, la moitié des firmes multinationales françaises de taille intermédiaire est implantée dans au moins 2 pays étrangers.

Champ : firmes multinationales sous contrôle français, hors services non marchands et banques.

Source : Insee, Ofats 2016.

3. Emplois en France sous contrôle étranger, par pays d'origine en 2017

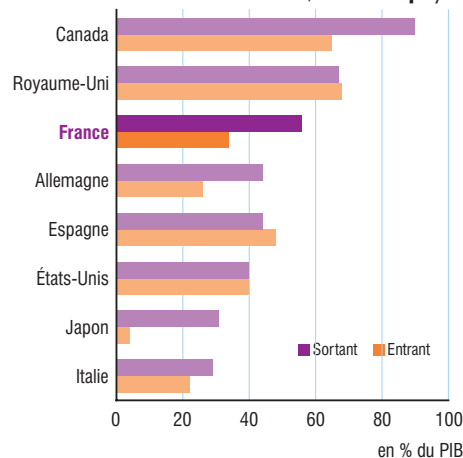


Lecture : 532 800 emplois en France (intérim compris) sont dans une entreprise multinationale sous contrôle américain.

Champ : France, firmes multinationales sous contrôle étranger, relevant des secteurs marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, Esane (données individuelles).

4. Stock d'investissement direct étranger entrant et sortant en 2017, selon le pays



Note : l'indicateur mesure en fin d'année le niveau total de l'investissement direct étranger.

Champ : ensemble des secteurs.

Source : OCDE, d'après les données nationales.

3.3 Chaînes d'activité mondiales des PME

Entre 2014 et 2016, 7,3 % des **petites et moyennes entreprises** (PME) marchandes non agricoles et non financières de 50 salariés ou plus implantées en France ont **externalisé en France** au moins une de leurs activités. (figure 1) Elles sont moins nombreuses à **délocaliser** (1,9 % l'ont fait et 2,6 % l'ont envisagé sans le faire), et encore moins à **relocaliser** en France des activités réalisées à l'étranger (0,9 %). Lorsque les PME étudiées décident de faire faire certaines de leurs activités à l'étranger, il s'agit plutôt d'**activités nouvellement développées**, sans transfert : 5,1 % créent *ex nihilo* des activités à l'étranger.

Les PME sont plus nombreuses à externaliser en France au moins une de leurs **activités support** plutôt que leur **activité cœur de métier**. C'est l'inverse lorsqu'il s'agit d'activités nouvellement développées à l'étranger.

L'envergure internationale des entreprises facilite la délocalisation d'activités. Celles qui exportent, surtout si elles exportent beaucoup, délocalisent plus fréquemment. Ici, une entreprise est considérée comme hautement (respectivement faiblement) exportatrice si son chiffre d'affaires à l'exportation est supérieur (respectivement inférieur) à la médiane des chiffres d'affaires à l'exportation non nuls. Ainsi, 4,0 % des PME hautement exportatrices ont délocalisé (figure 2). Cette part diminue significativement quand elles exportent peu (2,1 %). Elle diminue à nouveau pour les PME non exportatrices (0,7 %) qui représentent la moitié des PME étudiées. Par ailleurs, 19 % des PME étudiées sont des multinationales. Parmi elles, la part de celles qui délocalisent est près de dix fois supérieure à celle observée chez les entreprises dites « franco-françaises » (6,9 % d'entre elles, contre 0,7 %). Celles qui délocalisent ou créent *ex nihilo* des activités

à l'étranger le font majoritairement *via* leurs filiales (77 % et 89 % d'entre elles).

Entre 2014 et 2016, 70 % des PME ayant délocalisé l'ont fait vers l'Europe, dont 63 % vers l'Union européenne (UE) (figure 3). L'Europe est également la destination privilégiée par celles qui créent *ex nihilo* des activités à l'étranger. L'Afrique, en raison de sa proximité avec la France et de l'usage du français dans certains pays, fait aussi partie des zones d'accueil privilégiées, aussi bien pour la délocalisation (22 %) que pour la création *ex nihilo* d'activités à l'étranger (17 %) (figure 4).

Entre 2014 et 2016, les PME ayant délocalisé l'ont surtout fait pour réduire les coûts. 72 % d'entre elles citent la réduction du coût de la main-d'œuvre comme une motivation importante ou très importante. Viennent ensuite la réduction des autres coûts (41 %) et l'accès à de nouveaux marchés (36 %). Sur la même période, elles se sont principalement heurtées à quatre obstacles : les barrières linguistiques ou culturelles, l'inquiétude des employés ou des syndicats en France, le besoin de proximité avec leurs clients et l'incertitude sur la qualité des biens et des services fournis à l'étranger. Chacun de ces obstacles est évoqué par une PME sur trois.

Entre 2014 et 2016, 1,5 % des PME ont relocalisé au moins une de leurs activités ou l'ont envisagé sans le faire, principalement pour retrouver une proximité à la fois géographique, linguistique et culturelle. Les difficultés managériales dues à l'éloignement, à la langue ou aux différences culturelles sont un facteur déterminant pour la moitié d'entre elles. De plus, parmi celles-ci, deux PME sur cinq ont relocalisé leur activité en raison principalement des temps de livraison trop longs pour les clients et de la qualité insuffisante des biens et des services fournis à l'étranger. ■

Définitions

Externalisation en France d'une activité : transfert total ou partiel de cette activité vers une autre entreprise implantée en France.

Délocalisation d'une activité : transfert total ou partiel de cette activité de la France vers l'étranger, cette activité étant auparavant réalisée par l'entreprise elle-même ou par une autre entreprise (sous-traitant par exemple). Une activité créée *ex nihilo* sans transfert de postes de la France vers l'étranger n'est pas considérée comme une délocalisation.

Relocalisation en France d'une activité : transfert total ou partiel de cette activité de l'étranger vers la France, cette activité pouvant être transférée dans l'entreprise ou confiée à une autre entreprise implantée en France.

Activités nouvellement développées à l'étranger : activités développées *ex nihilo* à l'étranger sans aucun transfert de postes de la France vers l'étranger.

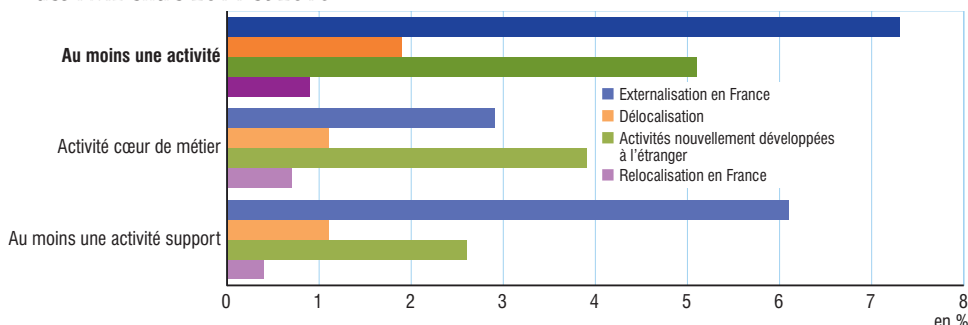
Petite et moyenne entreprise (PME), activités support, activité cœur de métier : voir annexe Glossaire.

Pour en savoir plus

- « Les PME de 50 salariés ou plus qui délocalisent : principalement vers l'UE et *via* leurs filiales », *Insee Première* n° 1760, juin 2019.

Chaînes d'activité mondiales des PME 3.3

1. Externalisations, délocalisations, relocalisations et créations d'activités à l'étranger des PME entre 2014 et 2016

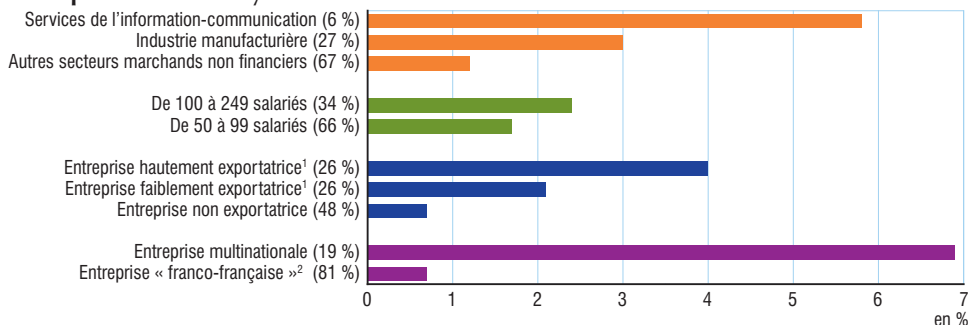


Lecture : 1,9 % des PME de 50 salariés ou plus ont délocalisé au moins une de leurs activités entre 2014 et 2016, une entreprise pouvant délocaliser à la fois son activité cœur de métier et une ou plusieurs de ses activités support.

Champ : PME marchandes non agricoles et non financières de 50 salariés ou plus implantées en France.

Source : Insee, enquête Chaînes d'activité mondiales 2016 – PME.

2. Proportion de PME ayant délocalisé des activités entre 2014 et 2016



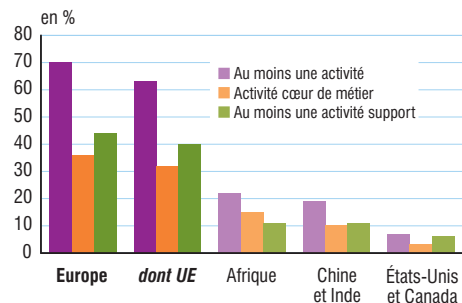
1. Une entreprise est considérée dans cette fiche comme hautement (respectivement faiblement) exportatrice si son chiffre d'affaires à l'exportation est supérieur (respectivement inférieur) à la médiane des chiffres d'affaires à l'exportation non nuls.

2. Une entreprise est dite « franco-française » si elle n'a aucune filiale à l'étranger.

Lecture : les entreprises de l'information-communication représentent 6 % du champ étudié. Parmi elles, 5,8 % ont délocalisé au moins une de leurs activités entre 2014 et 2016. Champ : PME marchandes non agricoles et non financières de 50 salariés ou plus implantées en France.

Source : Insee, enquête Chaînes d'activité mondiales 2016 – PME.

3. Zones d'accueil des délocalisations d'activités des PME entre 2014 et 2016

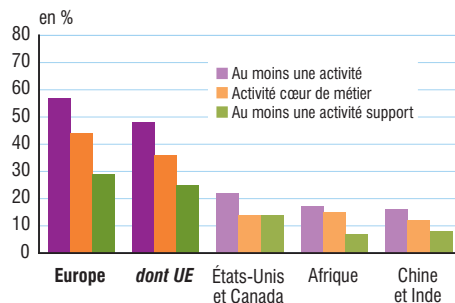


Lecture : 70 % des PME de 50 salariés ou plus ayant délocalisé l'ont fait en Europe pour au moins une de leurs activités, une entreprise pouvant délocaliser dans plusieurs zones géographiques.

Champ : PME marchandes non agricoles et non financières de 50 salariés ou plus implantées en France déclarant avoir délocalisé entre 2014 et 2016.

Source : Insee, enquête Chaînes d'activité mondiales 2016 – PME.

4. Zones d'accueil des activités nouvellement développées à l'étranger des PME entre 2014 et 2016



Lecture : 57 % des PME de 50 salariés ou plus ayant créé ex nihilo des activités à l'étranger l'ont fait en Europe pour au moins une de leurs activités, une entreprise pouvant créer ex nihilo des activités dans plusieurs zones géographiques. Champ : PME marchandes non agricoles et non financières de 50 salariés ou plus implantées en France déclarant avoir créé ex nihilo des activités à l'étranger entre 2014 et 2016.

Source : Insee, enquête Chaînes d'activité mondiales 2016 – PME.

3.4 Investissement

En 2017, l'**investissement corporel brut hors apports** des **entreprises** (hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal) des **secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers** s'élève à 201,7 milliards d'euros. Il progresse de 5,0 % (en valeur) par rapport à 2016, plus vite que la valeur ajoutée hors taxes (+ 3,7 %). Le **taux d'investissement** s'établit à 18,9 %, en très légère progression par rapport à 2016 (+ 0,2 point) (*figure 1*).

Les secteurs qui investissent le plus sont l'industrie (60,4 milliards d'euros), dont 20,0 milliards d'euros dans l'énergie, puis l'immobilier, les services aux entreprises, les transports et l'entreposage, le commerce et l'information-communication, secteur dans lequel 58 % des investissements sont concentrés dans les télécommunications. Au sein de l'industrie, l'industrie manufacturière cumule 35,0 milliards d'euros d'investissements, grâce notamment à l'agroalimentaire (8,3 milliards), la fabrication de matériel de transports (6,0 milliards d'euros), la métallurgie (3,6 milliards d'euros), l'industrie du caoutchouc et l'industrie chimique (3,1 milliards d'euros chacune).

En 2017, sur les 2,3 millions d'entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers (hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal), 1,0 million ont réalisé des investissements, soit 45 %. Les plus grosses structures investissent presque toutes : 99 % des **grandes entreprises** (GE), 98 % des **entreprises de taille intermédiaire** (ETI) et 90 % des **PME** hors microentreprises. En revanche, moins de la moitié des **microentreprises** (MIC) investissent (42 %). Ces proportions sont structurelles et évoluent peu. Si un entrepreneur individuel peut se permettre, notamment pour certains métiers de services, d'investir rarement après son installation, cette situation n'est pas soutenable pour les plus grosses structures pour lesquelles les investissements sont une nécessité (*figure 2*).

Les montants investis par les MIC sont faibles, en raison notamment du niveau de leur activité. Pour un quart d'entre elles, leur dépense d'investissement est inférieure à 1 000 euros ; et pour une sur deux, elle est inférieure à 5 000 euros. Le montant investi médian des PME hors microentreprises est huit fois supérieur à celui des microentreprises ; celui des ETI l'est 463 fois plus. Pour les GE, le montant médian de l'investissement s'élève à 68 millions d'euros (*figure 3*).

Ainsi, l'investissement en France est concentré sur un nombre relativement faible d'entreprises : parmi les entreprises ayant investi en 2017, 2 % d'entre elles réalisent chacune un investissement supérieur à 500 000 euros et concentrent à elles seules 87 % du montant total de l'investissement des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers ; à l'opposé, 60 % d'entre elles réalisent un investissement inférieur à 10 000 euros et ne comptabilisent que 1 % du total de l'investissement corporel brut hors apports (*figure 4*).

Sur la base des comptes nationaux annuels, le taux d'investissement des entreprises non financières dans la zone euro recule très légèrement en 2017 (- 0,4 point). Il est quasi stable en France, en Allemagne et au Royaume-Uni et en très légère progression en Espagne et en Italie (+ 0,3 point). En 2017, seule la France a retrouvé son niveau de 2008. Dans les autres pays, le taux d'investissement en 2017 est toujours en retrait par rapport au niveau de 2007 : l'Allemagne (- 1,3 point), l'Espagne (- 5,5 points), l'Italie (- 2,9 points) et le Royaume-Uni (- 1,9 point) (*figure 5*).

Les taux d'investissement varient selon les pays en raison notamment de la structure des économies nationales. Ainsi, le taux particulièrement élevé de l'Espagne jusqu'en 2007 tenait au poids de l'immobilier. L'investissement y chute considérablement à partir de 2007 avec l'éclatement de la « bulle immobilière ». Depuis 2012, il repart à la hausse. ■

Définitions

Investissements corporels bruts hors apport, entreprises, secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers, taux d'investissement, grandes entreprises (GE), entreprises de taille intermédiaire (ETI), PME, microentreprises (MIC) : voir annexe Glossaire.

Pour en savoir plus

- « 11 400 sociétés concentrent 75 % de l'investissement », *Insee Focus* n° 32, juillet 2015.

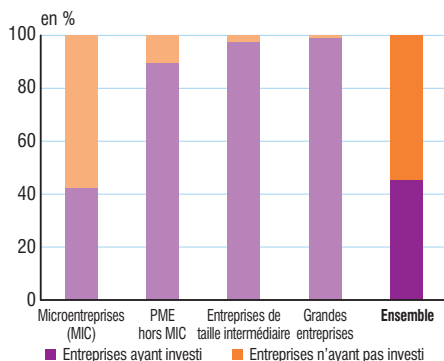
1. Investissement et taux d'investissement en 2017

en milliards d'euros

	Investissement corporel brut hors apports	Valeur ajoutée hors taxes	Taux d'investissement (en %)
Industrie	60,4	301,8	20,0
dont industrie manufacturière	35,0	255,3	13,7
Construction	9,6	94,9	10,1
Commerce de gros, de détail, automobile et motocycle	23,2	207,8	11,2
Transports, entreposage	24,5	89,9	27,2
Hébergement-restauration	8,1	42,6	18,9
Information-communication	14,4	93,3	15,4
Activités immobilières	34,1	40,3	84,7
Autres services principalement marchands	27,4	193,8	14,1
Ensemble des secteurs d'activité	201,7	1 064,3	18,9

Champ : France, entreprises (hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal) des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.
Source : Insee, É sane (données individuelles).

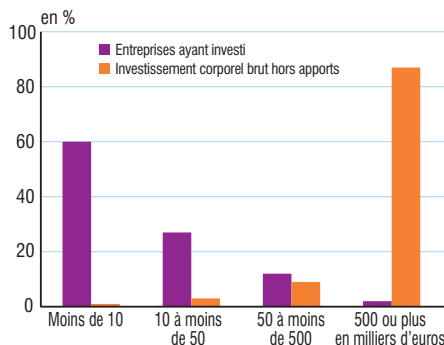
2. Répartition des entreprises selon leur taille et leur investissement en 2017



Champ : France, entreprises (hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal) des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

4. Répartition des entreprises ayant investi selon le montant de leur investissement en 2017

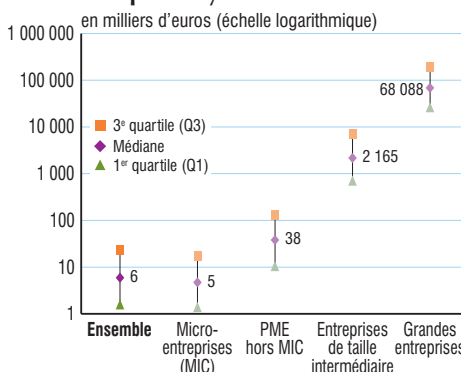


Champ : France, entreprises (hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal) des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers ayant investi en 2017.

Lecture : 2 % des entreprises ayant investi en 2017 ont réalisé chacune un investissement de 500 000 euros ou plus. Leurs investissements représentent 87 % de l'investissement total.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

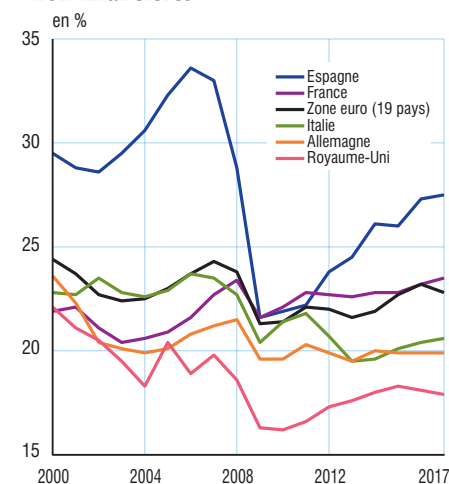
3. Dispersion de l'investissement des entreprises ayant investi en 2017



Champ : France, entreprises (hors micro-entrepreneurs et micro-entreprises au sens fiscal) des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers ayant investi en 2017.

Source : Insee, É sane (données individuelles).

5. Taux d'investissement des entreprises non financières



Champ : secteurs des entreprises non financières.

Source : Eurostat, comptes de secteurs annuels.

3.5 TIC et commerce électronique

En France, les sociétés sont aujourd'hui largement équipées en technologies de l'information et de la communication (TIC). Toutefois, les différences sont importantes selon le type de technologie. Ainsi, en 2018, quasiment toutes les sociétés de 10 personnes ou plus sont connectées à Internet (99 % des sociétés) mais seules 69 % d'entre elles disposent d'un site *web*. L'usage de technologies plus spécialisées, comme l'impression 3D ou la robotique, progresse mais reste minoritaire.

En 2018, en France, 4 % des sociétés de 10 personnes ou plus ont recours à l'impression 3D. Celle-ci concerne 16 % des sociétés de 250 personnes ou plus, alors qu'elle est marginale dans les sociétés de 10 à 19 personnes (2 %). Son usage est plus répandu dans l'industrie (10 % des sociétés).

Lorsqu'elles utilisent l'impression 3D, plus de la moitié des sociétés se servent de leurs propres imprimantes et plus de la moitié font appel aux services d'impression fournis par d'autres entreprises ; certaines cumulent donc l'impression 3D interne et l'impression 3D sous-traitée.

L'impression 3D est avant tout utilisée dans la conception de prototypes ou dans les processus de production des entreprises : 71 % des sociétés ayant eu recours à l'impression 3D l'ont fait pour réaliser des prototypes ou des maquettes destinés à un usage interne. 38 % l'ont utilisée pour créer des prototypes ou des maquettes destinés à la vente et 29 % pour des biens utilisés dans les procédés de production de l'entreprise. Seules 15 % ont recouru à l'impression 3D pour des biens à vendre autres que des prototypes ou des maquettes.

En 2018, 8 % des sociétés de 10 personnes ou plus implantées en France utilisent un **robot** : 27 % des sociétés de 250 personnes ou plus, contre 5 % des sociétés de 10 à 19 personnes. Leur utilisation est plus fréquente dans l'industrie (23 %) (*figure 1*).

En 2017, 14 % des sociétés de 10 personnes ou plus ont reçu des commandes *via* un site *web* et 7 % en ont reçu *via* des réseaux de type **EDI** (échange de données informatisé). Au total, 19 % des sociétés ont reçu des **commandes par voie électronique**. Ces ventes électroniques représentent 21 % du total du chiffre d'affaires de l'ensemble des sociétés.

Bien que pratiquées par deux fois moins d'entreprises, les ventes *via* des réseaux de type EDI représentent un chiffre d'affaires deux fois plus important que celui des ventes *web* (*figure 2*).

Dans l'hébergement et la restauration, 28 % des sociétés ont reçu des commandes ou des réservations *via* Internet. Parmi ces sociétés, 67 % l'ont notamment fait sur des places de marché contre 38 % pour l'ensemble des sociétés de 10 personnes ou plus vendant en ligne (*figure 3*).

En 2017, un quart des sociétés a envoyé des factures dans un format structuré permettant leur traitement automatique. Plus de la moitié des grandes sociétés (250 personnes ou plus) en a émis, contre un tiers des sociétés de 50 à 249 personnes et moins d'un quart pour les autres. Alors qu'un tiers des sociétés du commerce de gros émet de telles factures, moins d'une société sur cinq de l'hébergement-restauration le fait.

Au sein de chaque entreprise, l'émission de factures structurées est complétée ou concurrencée par d'autres modes. Ainsi, quels que soient le secteur ou la taille, l'émission de factures papier reste répandue : deux tiers des sociétés déclarent avoir émis certaines factures uniquement au format papier. C'est un peu plus dans le commerce de gros (71 %) et un peu moins dans l'information-communication (55 %).

Au final, seules 5 % des sociétés émettent plus de la moitié de leurs factures dans un format structuré permettant un traitement automatique (*figure 4*). ■

Définitions

Commandes par voie électronique : commandes *via* un site *web* ou d'autres réseaux informatiques de type EDI.
Robot, échange de données informatisé (EDI) : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- « Les TIC et le commerce électronique dans les entreprises en 2018 », *Insee Résultats*, avril 2019.
- « Le commerce électronique, révélateur d'une fracture numérique entre sociétés », *Insee Focus* n° 147, mars 2019.

TIC et commerce électronique 3.5

1. Connexion internet, sites web et technologies des sociétés selon le secteur ou leur taille en 2018

en %

	Proportion de sociétés...				
	... disposant d'une connexion internet	... ayant un site web	... utilisant l'impression 3D	... utilisant au moins un robot	... ayant envoyé des factures dans un format structuré permettant leur traitement automatique
De 10 à 19 personnes	99	62	2	5	23
De 20 à 249 personnes	100	78	5	10	26
250 personnes ou plus	100	95	16	27	53
Industrie	99	74	10	23	28
Construction	100	58	2	6	26
Commerce	99	70	2	5	27
Transports	99	51	0	4	27
Hébergement et restauration	98	70	0	1	19
Information et communication ; réparation d'ordinateurs	100	92	6	1	28
Activités de services administratifs et de soutien ; activités immobilières	100	77	7	3	21
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	99	74	1	4	24
Ensemble	99	69	4	8	25

Lecture : 99 % des sociétés de 10 à 19 personnes disposent d'une connexion à Internet, 62 % disposent d'un site web.

Champ : sociétés de 10 personnes ou plus, implantées en France, des secteurs principalement marchands hors secteurs agricole, financier et d'assurance.

Source : Insee, enquête TIC 2018.

2. Ventes électroniques selon le secteur en 2017

en %

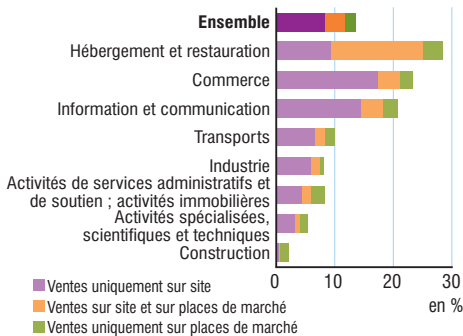
	Part des sociétés qui ont reçu des commandes via...		Part des ventes dans le chiffre d'affaires total du secteur via...	
	... un site web	... d'autres réseaux (type EDI)	... un site web	... d'autres réseaux (type EDI)
Industrie	10	14	8	22
Construction	2	1	0	1
Commerce	23	10	6	15
Transports	8	12	21	16
Hébergement et restauration	28	2	9	1
Information et communication ; réparation d'ordinateurs	21	6	12	5
Services administratifs et de soutien ; activités immobilières	5	4	2	3
Activités spécialisées scientifiques et techniques	8	2	4	2
Ensemble	14	7	7	14

Lecture : dans le secteur de l'industrie, 10 % des sociétés de 10 personnes ou plus ont reçu des commandes via un site web au cours de l'année 2017.

Champ : sociétés de 10 personnes ou plus, implantées en France, des secteurs principalement marchands hors secteurs agricole, financier et d'assurance.

Source : Insee, enquête TIC 2018.

3. Ventes web en 2017 des sociétés selon la plateforme de réalisation de la vente et leur secteur

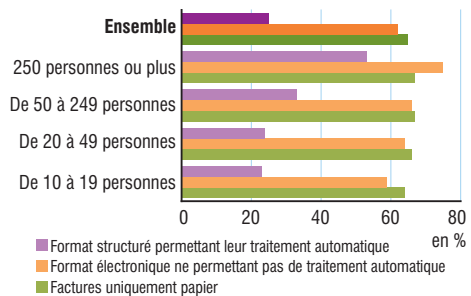


Lecture : 14 % des sociétés de 10 personnes ou plus ont réalisé des ventes web au cours de l'année 2017 : 8 % uniquement sur leur site, 2 % uniquement sur des places de marché, le reste sur les deux.

Champ : sociétés de 10 personnes ou plus, implantées en France, des secteurs principalement marchands hors secteurs agricole, financier et d'assurance.

Source : Insee, enquête TIC 2018.

4. Formats d'envois de factures selon la taille des sociétés en 2017



Note : ce graphique ne présume rien sur les volumes de factures traités pour chaque type. La somme des formats dépasse 100 % car plusieurs formats peuvent coexister au sein d'une entreprise donnée (par exemple selon le type de client, certains recevront uniquement une facture papier quand d'autres recevront leur facture électroniquement, en plus ou à la place du papier).

Lecture : en 2017, 25 % des sociétés de 10 personnes ou plus ont envoyé des factures dans un format électronique structuré permettant leur traitement automatique. Champ : sociétés de 10 personnes ou plus, implantées en France, des secteurs principalement marchands hors secteurs agricole, financier et d'assurance. Source : Insee, enquête TIC 2018.

3.6 Recherche et développement

En 2017, la dépense intérieure de **recherche et développement expérimental** (R&D) des sociétés implantées en France (DIRDE) s'établit à 33,0 milliards d'euros. Elle représente 65 % de la **dépense intérieure de recherche et développement** (DIRD) globale, comme en 2016. La dépense de recherche des administrations (DIRDA) s'élève quant à elle à 17,6 milliards d'euros en 2017 (*figure 1*).

La DIRDE croît de 1,7 % en volume entre 2016 et 2017, en données semi-définitives, soit une hausse de même ampleur que celle observée l'année précédente (+ 1,6 %). Après un léger repli en 2016 (- 0,3 %), la DIRDA progresse de 1,0 % sur un an. Au total, la DIRD augmente de 1,5 % en 2017.

En France, l'effort de recherche global s'élève à 2,21 % du PIB en 2017 (*figure 2*). Il se situe au-dessus de celui de la moyenne des 28 pays de l'Union européenne (1,97 %), du Royaume-Uni (1,66 %) et de la plupart des pays d'Europe du Sud, comme l'Italie (1,35 %) ou l'Espagne (1,21 %). Il reste inférieur à celui de l'Allemagne (3,04 %) et de certains pays d'Europe du Nord comme la Suède (3,40 %) et la Finlande (2,76 %).

La part des branches industrielles dans la DIRDE recule légèrement en un an, de 77 % à 75 %. Elles ont engagé 24,9 milliards d'euros de dépenses intérieures en 2017, dont 43 % sont réalisées par trois branches de recherche : l'industrie automobile, la construction aéronautique et spatiale et l'industrie pharmaceutique (*figure 3*). La DIRDE de l'industrie automobile baisse de 0,8 % en volume sur un an, celle de l'industrie pharmaceutique diminue de 1,8 %, tandis que le recul de 4,2 % de la construction aéronautique et spatiale est encore plus marqué.

À l'inverse, le poids des branches de services au sein de la DIRDE augmente en 2017 : elles forment désormais un quart de la dépense intérieure de R&D des entreprises implantées en France. En un an, leurs dépenses intérieures de recherche augmentent

de 8,3 % en volume, pour atteindre 8,1 milliards d'euros en 2017. En particulier, les dépenses de R&D dans les branches des activités spécialisées, scientifiques et techniques et de l'édition, audiovisuel et diffusion sont en nette progression (respectivement + 16,0 % et + 8,5 %). En outre, les dépenses de R&D des activités financières et d'assurance font un bond de 12,7 % sur un an.

En 2017, 180 000 chercheurs en équivalent temps plein (ETP) sont employés pour mener des activités de R&D dans des sociétés implantées en France. Les grandes entreprises (GE) rassemblent 50 % de cet effectif, l'autre moitié se répartissant équitablement entre les entreprises de taille intermédiaire (ETI) et les petites et moyennes entreprises (PME). Les grandes entreprises engagent 58 % de la DIRDE et reçoivent 68 % des financements publics (*figure 4*).

Les ressources des sociétés implantées en France reçues de l'étranger (entreprises et organismes étrangers, ou organisations internationales) représentent 2,9 milliards d'euros en 2017 et financent 8,7 % de leurs travaux internes de R&D (*figure 5*). La part des fonds en provenance de l'Union européenne (UE) dans ces ressources est de 7,5 %, alors qu'ils représentent 50,0 % des financements étrangers reçus par les administrations situées en France, après 54 % en 2016.

Les filiales de groupes sous contrôle étranger implantées en France ont engagé 7,4 milliards d'euros de dépenses intérieures de R&D en 2017, soit 22,5 % de la DIRDE totale. Un peu plus de la moitié de ces dépenses (50,8 %) sont réalisées par des groupes ayant leur siège dans l'UE et 22,8 % par des filiales de groupes américains (*figure 6*).

En 2017, la **dépense nationale de recherche et développement** des sociétés implantées en France (DNRDE) s'élève à 33 milliards d'euros, dont 4,7 milliards pour des financements de travaux de R&D réalisés à l'étranger. En 2017, la DNRDE progresse de 1,7 % en volume. ■

Définitions

Recherche et développement expérimental (R&D) : les travaux de R&D ont été définis et codifiés par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ils englobent les travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroître la somme des connaissances. Ils regroupent de façon exclusive les activités suivantes : la recherche fondamentale, la recherche appliquée, le développement expérimental.

Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD), **dépense nationale de recherche et développement** (DNRD) : voir *annexe Glossaire*.

1. Exécution de la DIRD et financement de la DNRD en France en 2017

en milliards d'euros

	DIRD	DNRD
Ensemble	50,6	54,3
En % du PIB	2,21	2,36
Par les administrations¹	17,6	21,2
En % du PIB	0,77	0,93
Par les entreprises	33,0	33,0
En % du PIB	1,44	1,44

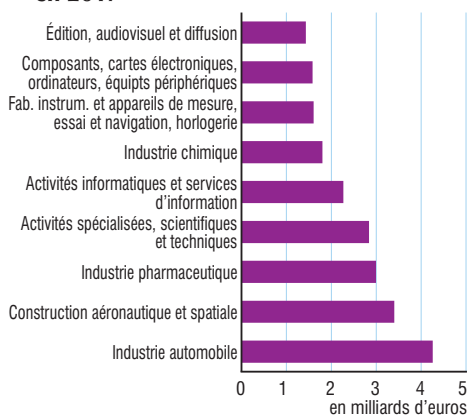
1. Administrations publiques et privées (État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif).

Note : données semi-définitives.

Champ : France.

Source : Mesri-Sies.

3. DIRDE par branche bénéficiaire en 2017

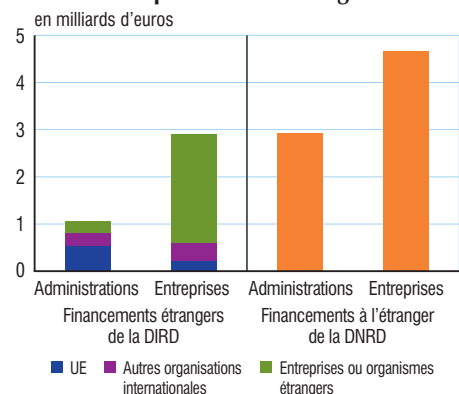


Note : données semi-définitives.

Champ : France.

Source : Mesri-Sies.

5. Flux des financements des administrations et des entreprises avec l'étranger en 2017

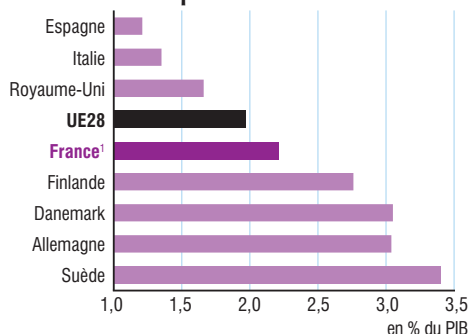


Note : données semi-définitives.

Champ : France.

Source : Mesri-Sies.

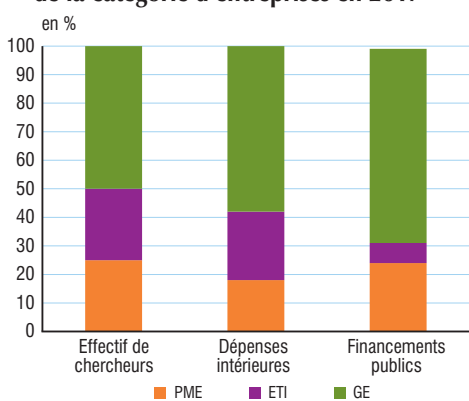
2. DIRD en Europe en 2017



1. Données semi-définitives.

Sources : Mesri-Sies ; OCDE.

4. Concentration de la R&D en fonction de la catégorie d'entreprises en 2017



Note : données semi-définitives.

Champ : France.

Source : Mesri-Sies.

6. Dépenses de R&D et chercheurs des filiales sous contrôle étranger (plus de 50 %) en 2017

	DIRDE (en Md€)	Chercheurs (en milliers ETP)
Union européenne	3,8	21,4
<i>dont : Pays-Bas</i>	<i>0,6</i>	<i>4,5</i>
<i>Allemagne</i>	<i>1,1</i>	<i>5,3</i>
Europe hors UE	1,3	6,0
Reste du monde	2,4	12,6
<i>dont États-Unis</i>	<i>1,7</i>	<i>8,8</i>
Ensemble des filiales sous contrôle étranger	7,4	40,0
Ensemble des entreprises	33,0	180,4

Notes : données semi-définitives.

Les données sont relatives aux nationalités des centres de décision. Sont entendues ici comme filiales sous contrôle étranger les sociétés dont la tête de groupe (société contrôlant les autres sans être elle-même contrôlée) est une société étrangère.

Champ : France.

Source : Mesri-Sies.

3.7 Innovation

Entre 2014 et 2016, parmi les sociétés de 10 salariés ou plus implantées en France et faisant partie du champ de l'**enquête communautaire sur l'innovation CIS 2016**, 51 % ont innové, soit une hausse de 3 points par rapport à la période 2012-2014 (*figure 1*). Les **innovations technologiques** concernent 33 % des sociétés (+ 2 points) et correspondent à des innovations en produits ou en procédés, y compris en cours ou abandonnés. Directement liées à la production, elles constituent le cœur de l'innovation. 24 % des sociétés ont innové en procédés. 20 % ont introduit un nouveau produit (bien ou service) et pour 68 % d'entre elles, ce produit était nouveau pour au moins un de leurs marchés et pour 17 %, il était même nouveau sur le marché mondial (*figure 2*). 34 % des sociétés ont développé des **innovations non technologiques** relatives aux modes d'organisation et 27 % des innovations non technologiques en marketing (+ 4 points pour ces deux types d'innovations).

L'information-communication reste leader en matière d'innovation avec un taux de sociétés innovantes de 73 % entre 2014 et 2016 (+ 2 points par rapport à la période 2012-2014). L'industrie et les activités spécialisées, scientifiques et techniques se partagent la deuxième place avec 59 % de sociétés innovantes, taux stable pour le premier alors qu'il est en hausse de 7 points pour le deuxième.

La part des sociétés innovantes augmente avec leur taille : 48 % parmi les sociétés de 10 à 19 salariés (+ 3 points), contre 76 % parmi celles de 250 salariés ou plus (- 2 points). Elle est également plus élevée parmi les

sociétés appartenant à un groupe : 57 %, contre 47 % pour les sociétés indépendantes (*figure 3*). Néanmoins, ces dernières ont eu une dynamique plus forte avec une augmentation de la part des sociétés innovantes de 4 points, réduisant ainsi l'écart avec les sociétés appartenant à un groupe à 10 points (*versus* 13 points sur la période 2012-2014).

Le chiffre d'affaires lié à la vente de produits nouveaux, pour le marché ou pour la société, représente 30 % du chiffre d'affaires des sociétés innovantes en produits. Il est relativement plus élevé dans l'information-communication (40 %) et inférieur à 20 % dans les activités financières et d'assurance.

Les dépenses liées aux **activités d'innovation** représentent 7 % du chiffre d'affaires des sociétés technologiquement innovantes, dont 4 % pour la recherche et développement.

Entre 2014 et 2016, 15 % des sociétés ont innové en logistique, principalement pour améliorer le système de gestion de stock (8 %), développer l'approvisionnement en ligne (6 %) ou introduire une gestion informatisée de la chaîne d'approvisionnement (4 %). L'industrie, la construction ou les transports et entreposage concentrent le taux le plus élevé avec 20 % des sociétés ayant eu une innovation en logistique.

Le taux d'innovation des sociétés implantées en France au cours des années 2014 à 2016 dépasse la moyenne de l'Union européenne (UE) à **champ sectoriel identique** (58 % contre 51 %). En Espagne, il est nettement inférieur à la moyenne de l'UE (37 %), alors qu'en Allemagne et au Luxembourg, il lui est nettement supérieur (64 %) (*figure 4*). ■

Définitions

Enquête communautaire sur l'innovation CIS 2016, innovation, innovation technologique, innovation non technologique, activités d'innovation : voir *annexe Glossaire*.

Champ sectoriel identique : voir *annexe Glossaire « Enquête communautaire sur l'innovation (CIS) 2016 »*.

Pour en savoir plus

- « L'innovation dans les entreprises en 2016 », *Insee Résultats*, septembre 2018.
- « La moitié des sociétés procèdent à des innovations », *Insee Première* n° 1709, septembre 2018.
- « L'information-communication et l'industrie sont les secteurs les plus innovants entre 2012 et 2014 », *Insee Première* n° 1635, février 2017.
- « Les sociétés exportatrices sont plus innovantes que les autres », *Insee Première* n° 1521, octobre 2014.

1. Sociétés innovantes entre 2014 et 2016 selon le type d'innovation, la taille et le secteur d'activité

en %

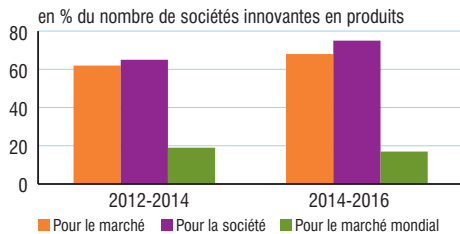
	Tous types d'innovation	Évolution 2014-2016 (en points de %)	Innovation technologique ²			Innovation non technologique		
			Ensemble	Produits	Procédés	Ensemble	Organisation	Marketing
Ensemble	51	+ 3	33	20	24	42	34	27
Évolution 2014-2016 (en point de %)	3	///	2	1	3	4	4	4
De 10 à 49 salariés	48	+ 3	30	17	22	40	32	25
De 50 à 249 salariés	63	+ 1	46	30	32	52	44	33
250 salariés ou plus	76	- 2	63	48	47	65	56	45
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	59	0	48	30	34	46	39	26
Construction	40	+ 2	21	9	16	33	28	16
Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	47	+ 2	26	14	18	41	32	30
Transports et entreposage	44	+ 4	27	15	21	36	31	19
Hébergement et restauration	46	- 1	25	14	18	41	26	35
Information et communication	73	+ 2	63	52	42	59	49	43
Activités financières et d'assurance ¹	53	+ 3	37	27	25	48	41	33
Activités immobilières	53	+ 5	32	18	23	48	39	34
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	59	+ 7	42	27	29	49	43	29
Activités de services administratifs et de soutien	46	+ 9	26	13	19	39	33	25

1. Y compris *holdings* financières. 2. Les innovations technologiques incluent les innovations en produits, en procédés et les activités d'innovation en cours ou abandonnées. Lecture : entre 2014 et 2016, 51 % des sociétés étaient innovantes au sens large, 20 % étaient innovantes en produits et 24 % en procédés. Une même société peut cumuler plusieurs innovations et plusieurs types d'innovation.

Champ : sociétés de 10 salariés ou plus, implantées en France, divisions 05 à 81 de la NAF rév. 2 sauf 75.

Source : Insee, enquêtes communautaires sur l'innovation (CIS) 2014 et 2016.

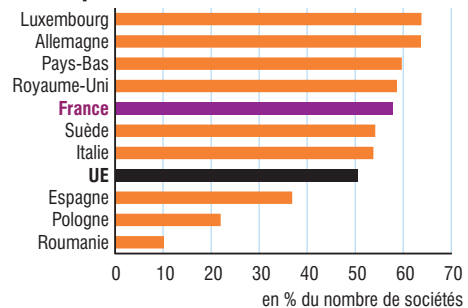
2. Proportion de produits nouveaux pour le marché, la société et le marché mondial



Note : les innovations en produits comprennent les innovations en biens et en services. Une société peut avoir plusieurs innovations de biens et de services. Lecture : entre 2014 et 2016, 68 % des sociétés technologiquement innovantes ont introduit un produit nouveau sur un de leurs marchés. Champ : sociétés de 10 salariés ou plus, implantées en France, divisions 05 à 81 de la NAF rév. 2 sauf 75.

Source : Insee, enquêtes communautaires sur l'innovation (CIS) 2014 et 2016.

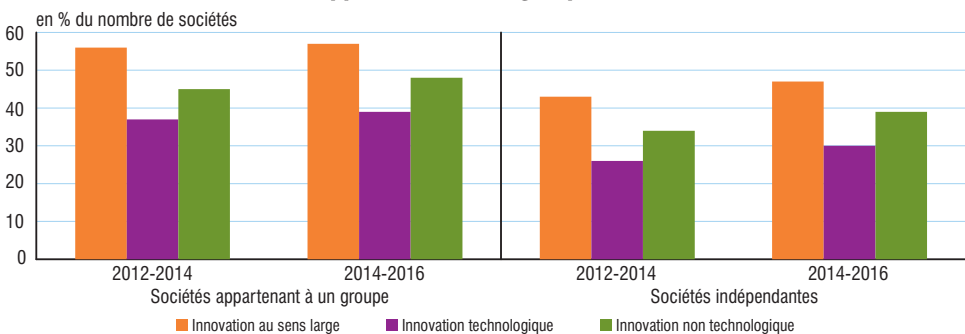
4. Sociétés innovantes dans l'Union européenne entre 2014 et 2016



Champ : sociétés de 10 salariés ou plus relevant du champ obligatoire de l'enquête CIS 2016.

Source : Eurostat, enquête communautaire sur l'innovation 2016 (CIS) 2016.

3. Sociétés innovantes selon l'appartenance à un groupe



Champ : sociétés de 10 salariés ou plus, implantées en France, divisions 05 à 81 de la NAF rév. 2 sauf 75.

Source : Insee, enquêtes communautaires sur l'innovation (CIS) 2014 et 2016.